

PLAN DE SÉCURITÉ SANTÉ

Référence du chantier	CSC 1223
Chantier	Travaux de dragage
Maître d'ouvrage	Port de Bruxelles, 6 Place des Armateurs à 1000 Bruxelles
Coordinateur de Sécurité – conception	Ir. Stéphane NOËL 15 Rue Antoine Baeck – 1090 Jette
Coordinateur de sécurité – réalisation	Ir. Stéphane NOËL 15 Rue Antoine Baeck – 1090 Jette

QUI CRÉE LE RISQUE, GÈRE LE RISQUE

TABLE DES MATIÈRES

0. Introduction	4
1. Définitions et champ d'application	5
1.1. Définitions	5
1.2. Abréviations.....	6
1.3. Champ d'application de l'AR 25/01/2001	6
2. Identification du chantier	7
2.1. Description du projet et liste des travaux	7
3. Documents à fournir par les soumissionnaires	7
3.1. Calcul détaillé des mesures et moyens de prévention.....	7
3.2. Déclaration d'intention de sécurité-santé	7
3.3. Plan particulier de sécurité santé de l'entreprise	7
4. Dispositions générales	10
5. Phasage du projet	12
6. Organisation de chantier	13
6.1. Installation de chantier et son entretien.....	13
6.2. Mobilité sur le chantier	14
7. Analyses de risques.....	15
7.1. Analyses des risques liés à la nature de l'ouvrage	15
7.1.1. Organisation et installation de chantier.....	15
7.1.2. Analyse des risques aggravés	18
7.1.2.1. Risques de contact avec ligne haute tension, conduite gaz	18
7.1.2.2. Risques biologiques	20
7.1.2.3. Risque de noyade	21
7.1.2.4. Risques spécifiques : Activité de dragage.....	22
7.2. Analyses des risques liés aux activités simultanées et successives.....	23
7.3. Analyses des risques liés aux activités à proximité du chantier - risques d'interférence	23
7.4. Analyses des risques liés à d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage.....	24
8. Missions et présences minimales du CS&S-réalisation	25
8.1. Missions du CS&S-réalisation	25
8.2. Phases critiques.....	26
9. Communication	27
9.2. Points généraux de communication.....	27
9.3. Communication entre les intervenants et suivi en matière de coordination de sécurité - santé	27
10. Premiers secours.....	29

11. Annexes.....	30
11.1. Annexe 1 : Adresses utiles.....	30
11.2. Annexe 2 : Offre pour la sécurité et la santé.....	31
11.3. Annexe 3 : Instruments de CS&S.....	32
11.3.1. Le journal de coordination sécurité & santé	32
11.3.2. Le dossier d'intervention ultérieur.....	33
11.4. Annexe 4 : Lignes directrices pour le plan particulier de sécurité santé (PPSS)	34
11.5. Annexe 5 : Aspects sécurité du règlement de chantier.....	36
11.6. Annexe 6 : Documents de travail	40
11.6.1. Document de travail 1: Pré-job meeting: Consignes de S&S	41
11.6.2. Document de travail 2: Enregistrement Toolbox meeting.....	42
11.6.3. Document de travail 3: Rapport d'incident.....	43
11.6.4. Document de travail 4: Liste de self-audit Sécurité	47
11.6.5. Document de travail 5: Formulation de remarques.....	50
11.6.6. Document de travail 6: Déclaration d'intention de sécurité santé	51
11.6.7. Document de travail 7: Fiche d'identification pour entrepreneur.....	52
11.6.8. Document de travail 8: Analyse de PPSS pour entrepreneur.....	55
11.7. Annexe 7 : Règlementations de référence.....	57
11.8. Annexe 8: EPC pour travaux ultérieurs en toiture ou en façade.....	58
11.9. Annexe 9 : Intégration des EPC principaux dans le planning-phasage des travaux	58
11.10. Annexe 10 : Exemple de plan de manutention type	58
11.11. Annexe 11 : Extrait de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001	58
11.11.1. Obligations spécifiques des entrepreneurs :.....	58
11.12. Annexe 12 : Extrait de la Loi du Bien-être au Travail du 04 août 1996	60
11.12.1. Principes généraux de prévention et principes à observer lors de la réalisation de l'ouvrage par les entrepreneurs :.....	60
11.13. Annexe 13 : Exemple de garde-corps (murs, dalles,...)	61

0. INTRODUCTION

Ce document est rédigé sur la base de l'arrêté royal du 25/01/2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles tel que modifié.

Le plan de sécurité et de santé est le document ou l'ensemble des documents qui contient l'analyse des risques et les mesures de prévention des risques auxquels les travailleurs peuvent être exposés à la suite de:	
1°	la nature de l'ouvrage ;
2°	l'interférence des activités des divers intervenants qui sont simultanément présents sur le chantier temporaire ou mobile;
3°	la succession des activités des divers intervenants sur un chantier temporaire ou mobile, lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres intervenants qui interviendront ultérieurement;
4°	l'interférence de toutes les installations ou de toutes les autres activités à l'intérieur ou à proximité du site sur lequel est implanté le chantier temporaire ou mobile, notamment, le transport public ou privé de biens ou de personnes, le début ou la poursuite de l'utilisation d'un bâtiment ou la poursuite d'une exploitation quelconque;
5°	l'exécution d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage.

?	Travaux dangereux : L'établissement et la tenue d'un plan de sécurité et de santé sont toujours obligatoires pour les chantiers temporaires ou mobiles où un ou plusieurs des travaux suivants sont exécutés:
non	1° travaux qui exposent les travailleurs à des dangers d'ensevelissement, d'enlèvement ou de chute de hauteur, particulièrement aggravés par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage; Sont notamment considérés comme dangers particulièrement aggravés:
non	a) le creusement de tranchées ou de puits dont la profondeur excède 1,20 m et les travaux à, ou dans ces puits;
non	b) le travail avec danger de chute d'une hauteur de 5 m ou plus.
non	c) le travail dans les environs immédiats de matériaux tels que le sable mouvant ou la vase;
oui	2° travaux exposant les travailleurs à des agents chimiques ou biologiques qui présentent un risque particulier pour la sécurité et la santé des travailleurs;
non	3° tout travail avec radiations ionisantes
oui	4° travaux à proximité de lignes ou câbles électriques à haute tension;
oui	5° travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade;
non	6° travaux de terrassements souterrains et de tunnels;
non	7° travaux en plongée appareillée;
non	8° travaux en caisson à air comprimé;
non	9° travaux comportant l'usage d'explosifs;
non	10° travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués.
	Travaux de grande envergure : L'établissement et la tenue d'un plan de sécurité et de santé sont en outre obligatoires pour les chantiers temporaires ou mobiles d'une importance telle que:
	soit, la durée présumée des travaux excède trente jours ouvrables et, où plus de vingt travailleurs sont occupés simultanément;
	soit, le volume présumé des travaux est supérieur à 500 hommes-jour.

Sur base de l'analyse qui précède, l'établissement et la tenue d'un plan de sécurité sont **obligatoires**.

1. DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

La Coordination de sécurité & santé est non seulement un outil de gestion vis-à-vis des intervenants mais aussi une obligation légale personnelle décrite dans la Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (Loi BET du 04 août 1996, Titre III: Lieux de travail, Chapitre V: Chantiers temporaires ou mobiles) et ses Arrêtés Royaux d'exécution dont l'AR du 25/01/01.

1.1. Définitions

AR	l'arrêté royal du 25/01/01 concernant les chantiers temporaires ou mobiles
Loi	la Loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail telle que modifiée
intervenant	toute personne visée à l'article 14 de la Loi , à l'exception des travailleurs; càd : maître d'ouvrage, maître d'oeuvre chargé de la conception, maître d'oeuvre chargé de l'exécution, maître d'oeuvre chargé du contrôle de l'exécution, l'entrepreneur, le coordinateur-projet, le coordinateur-réalisation
Maître de l'ouvrage	Toute personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé.
Maître d'œuvre chargé de la conception	Toute personne physique ou morale chargée de la conception pour le compte du Maître de l'ouvrage. Il peut s'agir de l'architecte ou d'un bureau d'études.
Maître d'œuvre chargé de l'exécution	Toute personne physique ou morale chargée de l'exécution pour le compte du Maître de l'ouvrage. Il peut s'agir de l'entrepreneur général.
Maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution	Toute personne physique ou morale chargée du contrôle de l'exécution pour le compte du MO peut être l'Architecte ou un bureau d'étude désigné à cet effet.
coordinateur-projet	coordinateur en matière de sécurité et de santé pendant l'élaboration du projet de l'ouvrage visé par la Loi (art 3 § 1.12);
coordinateur-réalisation	coordinateur en matière de sécurité et de santé pendant la réalisation de l'ouvrage" visé par la Loi (art.3 § 1.13).
entrepreneur	Toute personne physique ou morale qui exerce des activités pendant la phase d'exécution des travaux, qu'il soit un employeur, un indépendant, ou un employeur travaillant avec ses travailleurs sur le chantier et qui travaille directement pour le compte du maître d'ouvrage. Travailler pour le compte de, implique que le maître d'ouvrage exerce la direction et le contrôle sur l'intéressé
sous-traitant	Tout entrepreneur qui travaille pour le compte d'un entrepreneur (principal). Travailler pour le compte de implique que l'entrepreneur (principal) exerce la direction et le contrôle sur l'intéressé (voir l'art 8 § 2 de la Loi)
Dossier d'intervention ultérieure	dossier dont le contenu répond à l'annexe I, partie C de l'AR, et qui contient les éléments utiles pour la sécurité et la santé dont il faut tenir compte lors de travaux ultérieurs éventuels et qui est adapté aux caractéristiques de

l'ouvrage. Voir annexe 3 pour plus de détails.

Plan de sécurité santé	Document ou ensemble de documents dont le contenu répond à l'annexe I, partie A, de l'AR et qui contient les mesures de prévention des risques, déterminées sur la base d'analyses de risques, auxquels les travailleurs peuvent être exposés
Journal de coordination	document ou ensemble de documents dont le contenu répond à l'annexe I, partie B de l'AR et qui est tenu à jour par le coordinateur et mentionne les éléments et remarques concernant la coordination et les événements sur le chantier. Voir annexe 3 pour plus de détails.

1.2. Abréviations

AR	Arrêté royal du 25/01/2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles tel que modifié.
CS&S	coordination/coordonateur de sécurité & santé
MO	Maître de l'ouvrage
MOC	Maître d'œuvre chargé de la conception (architecte, bureaux d'étude,...)
MOX	Maître d'œuvre chargé de l'exécution (entrepreneur principal, sous-traitant,...)
MOCO	Maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution
DIU	Dossier d'intervention ultérieur
PSS	Plan de sécurité santé
SdC	Structure de coordination sécurité & santé
JDCS	Journal de coordination de sécurité & santé
IdC	Instrument de coordination sécurité & santé
EPC	Equipement de protection collectif
EPI	Equipement de protection individuel
PSS	Plan de sécurité & santé
PPSS	Plan particulier de sécurité santé
CSCh	Cahier spécial des charges

1.3. Champ d'application de l'AR 25/01/2001

Art.1. Le présent AR s'applique aux employeurs et aux travailleurs et aux personnes assimilées aux travailleurs visés à l'article 2, § 1er de la Loi, ainsi qu'aux personnes qui sont concernées par les travaux relatifs aux chantiers temporaires ou mobiles,

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux chantiers temporaires ou mobiles, c'est-à-dire les lieux où s'effectuent tous les travaux de génie civil ou du bâtiment: travaux d'excavation, travaux de terrassement, travaux de fondation et de renforcement, travaux hydrauliques, travaux de voirie, pose de conduits utilitaires (égouts, gaz, câbles électriques), travaux de construction, travaux de montage et démontage, notamment, d'éléments préfabriqués, de poutres et de colonnes, travaux d'aménagement ou d'équipement, travaux de transformation, travaux de rénovation, travaux de réparation, travaux de démantèlement, travaux de démolition, travaux de maintenance, travaux d'entretien, de peinture et de nettoyage, travaux d'assainissement, travaux de finition se rapportant à un ou plusieurs travaux visés ci-dessus.

2. IDENTIFICATION DU CHANTIER

2.1. Description du projet et liste des travaux

Voir CSC du MO.

3. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES

Le PSS du coordinateur est une annexe au cahier spéciale des charges du MO (AR, art. 30). Avant qu'un entrepreneur soit désigné pour le marché, le coordinateur-projet est, notamment, chargé de conseiller le MO en ce qui concerne la conformité des documents de l'entrepreneur annexé aux offres (voir ci-dessous) au PSS et leur notifie les éventuelles non-conformités (AR, art. 11). Afin d'éviter un rejet de leur soumission pour non-conformité, les entrepreneurs doivent fournir avec leur offre les documents suivants :

3.1. Calcul détaillé des mesures et moyens de prévention

AR, art. 30, 2° : « les candidats annexent à leurs offres un calcul de prix séparé concernant les mesures et moyens de prévention déterminés par le plan de sécurité et de santé, y compris les mesures et moyens extraordinaires de protection individuelle »

Les soumissionnaires joindront à leur offre le montant du coût qu'engendra la mise en application des mesures de sécurité nécessaires à l'exécution des travaux. Les soumissionnaires sont tenus d'utiliser le formulaire joint en annexe 2, et de le joindre à leur offre. L'offre de sécurité est à communiquer par mail au CS&S.

Ce formulaire est à compléter par l'entrepreneur principal et à joindre à son offre. Pour l'attribution des travaux, le coordinateur conseille le maître d'ouvrage concernant la conformité des documents joints à l'offre avec le PSS et l'informe de non-conformités éventuelles.

3.2. Déclaration d'intention de sécurité-santé

Dans la déclaration d'intention de sécurité-santé (document de travail 6, annexe 6), l'entrepreneur confirme qu'il a pris connaissance de et qu'il respectera :

- le PSS du coordinateur
- la réglementation en vigueur
- les dispositions de son propre PPSS
- les dispositions du règlement de chantier

Cette déclaration est à compléter par chaque entrepreneur (entrepreneur principal à la soumission et par sous-traitants après désignation) et à joindre à son offre. Pour l'attribution des travaux, le coordinateur conseille le maître d'ouvrage concernant la conformité des documents joints à l'offre avec le PSS et l'informe de non-conformités éventuelles.

3.3. Plan particulier de sécurité santé de l'entreprise

AR, art. 30, 1° : « les candidats annexent à leurs offres un document qui réfère au plan de sécurité et de santé et dans lequel ils décrivent la manière dont ils exécuteront l'ouvrage pour tenir compte de ce plan de sécurité et de santé »

Ce plan particulier de sécurité santé (PPSS) a pour objectif de procéder à un inventaire et à une évaluation complète des risques escomptés de l'entrepreneur au cours de l'exécution du projet dans le but de proposer préventivement des mesures de protection et des équipements de protection. Les entrepreneurs prenant part à la remise de prix pour l'exécution des travaux doivent joindre à leur

offre PPSS reprenant clairement et avec précision les méthodes de travail : le mode opératoire, l'analyse de risques et les moyens et mesures de prévention qui seront mis en place pour pallier aux risques. Le PPSS mentionnera clairement et avec précision les méthodes de travail qui auront été retenues par les responsables de l'entreprise en vue de l'exécution des travaux. Les critères pour la rédaction d'un tel document sont décrits en annexe 4.

A la soumission :

Ce PPSS doit :

- se conformer entièrement au présent PSS et au règlement de chantier de l'entrepreneur (aspects sécurité du règlement de chantier voir annexe 5).
- comporter au moins :
 - o les coordonnées des chefs de projet, responsables chantier et conseiller en prévention de son entreprise et de ses sous-traitants
 - o La nature des travaux dans le cadre de ce chantier
 - o Les résultats de l'analyse des risques et les mesures de prévention relatives aux travaux prévus
 - o L'estimation du nombre de travailleurs dans le cadre de ce chantier
 - o Le nom et les coordonnées de l'expert en sécurité qui est en permanence sur le chantier lorsque le nombre de travailleurs est supérieur à 50
 - o La nature et la quantité des produits stockés
 - o La nature et la quantité des machines qui se trouveront sur le chantier.

Ce PPSS est à joindre par chaque entrepreneur à leur offre. Pour l'attribution des travaux, le coordinateur conseille le maître d'ouvrage concernant la conformité des documents joints à l'offre avec le PSS et l'informe de non-conformités éventuelles.

Après désignation:

Après l'attribution du marché, chaque entrepreneur sous-traitant ou indépendant devra également fournir un tel document pour sa part des travaux (et avant le début de la mise en œuvre des travaux).

Ce PPSS doit :

- se conformer entièrement au présent plan de sécurité et de santé et au règlement de chantier
- comporter au moins :
 - o les coordonnées des chefs de projet, responsables chantier et conseiller en prévention de son entreprise et de ses sous-traitants
 - o La nature des travaux dans le cadre de ce chantier
 - o Un échelonnement des travaux, y compris le timing prévu des travaux
 - o Les résultats de l'analyse des risques et les mesures de prévention relatives aux travaux prévus
 - o Le nombre de travailleurs dans le cadre de ce chantier
 - o Le nom et les coordonnées de l'expert en sécurité qui est en permanence sur le chantier lorsque le nombre de travailleurs est supérieur à 50
 - o La nature et la quantité des produits stockés
 - o La nature et la quantité des machines qui se trouveront sur le chantier.

Ces documents-sécurité doivent être :

- Analyser une première fois par l'entrepreneur principal (utiliser document de travail 8, annexe 6)
- Transmis à temps au coordinateur-réalisation qui remettra son avis et ses remarques éventuelles sur ces PPSS dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de sa réception.
- Finalisés et approuvés par le coordinateur de sécurité avant le commencement des travaux.

L'entrepreneur principal organisera la communication sur le chantier de façon à ce que son PPSS et celui de ses sous-traitants soient approuvés par le coordinateur de réalisation 5 jours avant le début des travaux. Sauf avis contraire du MO / MOC ou circonstance exceptionnelle, aucun travail ne pourra débuter avant l'approbation du PPSS par le coordinateur réalisation.

Toutes les données fournies qui sont variables au cours de la réalisation des travaux doivent être remises à jour si nécessaire.

A la demande du coordinateur ou du MO / MOC au cours de l'exécution des travaux, tout intervenant doit pouvoir présenter immédiatement sur chantier :

- Les habilitations des opérateurs
- Les fiches S&S des produits stockés
- Des rapports valides de contrôles légalement obligatoires
- Des plans d'implantation de zones qui sont réservées à l'intervenant
- La déclaration de sécurité-santé signée
- Une attestation médicale adéquate s'il occupe une fonction ou un poste à risque.
- D'autres documents éventuels qui présentent une importance pour la sécurité

Les mesures présentées et décrites dans ce document doivent être respectées et impliquent une responsabilité de l'employeur et de ses sous-traitants qui sont tenus d'appliquer les mêmes mesures.

Chaque entreprise contractante avec le MO / MOC tient l'ensemble de ces documents dans une farde « sécurité » qu'il met à disposition de tout intervenant sur chantier. La farde doit être accessible à tout moment et une copie des documents s'y trouvant peut être demandée par le coordinateur de sécurité santé.

4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Il va de soi que toutes les parties sont tenues de respecter toutes les dispositions légales qui sont d'application (R.G.P.T., R.G.I.E., Loi, AR,... voir annexe 7), il est interdit d'y déroger.

Tout manquement de l'entrepreneur à ses obligations telles qu'elles résultent de la Loi ou de l'AR ou du RGPT ou du RGIE est redevable d'une pénalité spéciale de 200 € par jour calendrier de non-exécution en dédommagement des frais de gestion supplémentaires de suivi que cela entraîne pour le CS&S. Un avertissement sera communiqué par mail (voir JDCS). L'exécution de la de pénalité sera envoyée par recommandé à l'entrepreneur principal.

Sur la base de l'analyse des risques du chapitre 7, les pictogrammes nécessaires seront prévus sur le terrain afin de signaler les dangers mentionnés. Chaque intervenant devra respecter ces pictogrammes.

Le port d'EPI adaptés (au minimum : casque, gants, habits longs/couvrants, chaussures de sécurité, chasuble), conformes à la législation en vigueur, est obligatoire pour TOUS sur le chantier, y compris pour les chauffeurs et visiteurs lorsqu'ils entrent dans une zone à risque. Toute entreprise doit contrôler leur utilisation et veiller à leur entretien et renouvellement au moment opportun. Conformément à leur formation et aux instructions données, les travailleurs doivent utiliser correctement les EPI, les ranger à nouveau après utilisation et les entretenir.

Pour prévenir les accidents du travail, chaque entreprise prévoira des équipements de protection collective (EPC) en cas de besoin. Le choix est déterminé sur la base de la loi sur le bien-être où entre autres la préférence est donnée à la protection collective plutôt qu'à la protection individuelle (voir aussi chap. 7). La pose et/ou la suppression des EPC est réglée EN ACCORD avec le coordinateur-réalisation. Les EPC installés ne peuvent JAMAIS être enlevés sans que des protections de remplacement ou définitives ne soient mises en place (qui crée le risque, gère le risque). Toute situation dangereuse ou nuisible pour la santé constatée sur le chantier doit être immédiatement rapportée au coordinateur-réalisation.

Pour des travaux présentant un risque aggravé (voir chapitre « 0. Introduction », interdit aux travailleurs de moins de 18 ans et intérimaire), l'entreprise doit avoir établi au préalable pour ses travailleurs une procédure de travail ou un permis de travail vérifié par le conseiller en prévention de l'entreprise et le CS&S. Cette procédure doit avoir été expliquée aux travailleurs par le conducteur de chantier avant le début de l'exécution sur base d'un document à signer par les travailleurs. Pour les travaux à risque de flamme, un permis de feu doit être demandé par le travailleur ou le chef d'équipe au conducteur de chantier ou au conseiller en sécurité de l'entreprise principale. Il est formellement interdit de fumer sur les postes de travail.

CHAQUE ENTREPRENEUR :

- applique les prescriptions du plan de sécurité et de santé et notamment, les mesures de prévention des risques prévues dans ce plan, adapté le cas échéant.
- fait appliquer par ses sous-traitants éventuels les parties du plan de sécurité et de santé, éventuellement adaptées, et obligations qui les concernent.
- est tenu de coopérer à la CS&S telle que décrite dans le PSS et est notamment tenu des obligations spécifiques mentionnées aux articles 50 à 53 de l'A.R. du 25 janvier 2001 (voir annexe 11).

L'ENTREPRENEUR PRINCIPAL :

- donne au CS&S, spontanément ou sur demande du CS&S, toute information indispensable au bon exercice de sa mission

- établira un règlement de chantier conforme au plan de sécurité santé (lignes directrices minimales : voir annexe 5).
- invitera le CS&S à toute réunion où sa présence est nécessaire pour l'accomplissement de ses tâches.
- participe aux réunions auxquelles il est invité par le MO/MOC ou par le CS&S.
- communiquera au MO / MOC (copie au CS&S) les documents qui rempliront le DIU. Une liste de documents (réalisée par le MOC) qui seront nécessaire à l'établissement du DIU sera envoyée à l'entrepreneur avant le début du chantier. Cette dernière peut être mise à jour pendant et/ou à la fin du chantier.
- En cas de mise en place d'une structure de coordination, il est tenu de participer aux réunions de ladite structure ou d'y être représenté. Il fait en sorte que les différentes personnes énumérées à l'annexe 1, partie D de l'Arrêté Royal du 19 janvier 2005 y participent également dans la mesure où ces personnes font partie de son entreprise ou de celle de ses sous-traitants.

5. PHASAGE DU PROJET

Quinze jours au moins avant le début des travaux, l'Entrepreneur remet un planning détaillé des travaux, reprenant les différentes phases de son travail et les durées prévues pour chacune. Chaque fois que le planning sera dépassé, celui-ci sera revu et réactualisé par l'entrepreneur et sans frais pour le MO.

Le planning doit intégrer la mise en place des moyens et mesures de prévention des travaux (installation d'EPC minimum dont il faut prendre en compte dans le planning : voir annexe 9).

Afin de faciliter sa lecture et les implications, le planning de phasage :

- se présentera sous format Gantt
- comprendra les indications des durées des phases et indication des jalons
- mentionnera sur le chemin critique les moments des décisions qui devront être prises par le MO et MOC (à établir avec le MO/MOC) qui, lorsqu'ils sont dépassés, ont un impact sur la date final du chantier.

Afin de permettre au CS&S de réaliser sa mission, l'entrepreneur principal est tenu de lui communiquer 10 jours ouvrables avant le démarrage du chantier :

- les coordonnées des chefs de projet, responsables chantier et conseiller en prévention de son entreprise et de ses sous-traitants
- Un planning détaillé des activités de chantier des trois premières semaines minimum indiquant la date d'arrivée de ses sous-traitants le cas échéant. Ce planning sera à mettre à jour et à communiquer toutes les 3 semaines. Ce planning intégrera également le planning d'exécution spécifique de ses sous-traitants
- une note annexée commentant le planning et reprenant obligatoirement par écrit pour chacune de ses interventions et celles de ses sous-traitants:
 - o la date de démarrage des interventions
 - o le nombre approximatif de travailleurs
 - o la durée de présence sur chantier de chaque sous-traitant
 - o les risques spécifiques et mesures de prévention

Toutes les données fournies qui sont variables au cours de la réalisation des travaux doivent être remises à jour avant le début de chaque mois et remises au CS&S et au MOC par les chefs de projet d'entreprise. Chaque fois que le planning sera dépassé, celui-ci sera revu et réactualisé par l'entrepreneur et sans frais pour le MO.

Chaque entreprise devra signaler toute situation dangereuse ou nuisible pour la santé constatée sur le chantier au coordinateur-réalisation et au chef de chantier de l'entrepreneur principal.

Certains phasages de travaux (plans et dates) seront essentiels en matière de sécurité. Ces phasages seront à fournir par l'entrepreneur 10 jours ouvrables avant les travaux (voir chap. 6).

6. ORGANISATION DE CHANTIER

Le MO/MOC fournissent dans le CSCh les plans de situation de la future zone chantier pour permettre à l'entrepreneur d'élaborer un plan global reprenant son installation de chantier et la mobilité sur le chantier.

6.1. Installation de chantier et son entretien

Pour tous les points qui suivent, l'entrepreneur principal établira les plans, schémas et documents nécessaires, qui seront tenus à jour, et les communiquera par mail au CS&S et intervenants.

L'entrepreneur principal installera et veillera tout au long du chantier (voir annexe 1):

- à la pose et à l'entretien d'une clôture continue de chantier solide et stable, d'une hauteur de minimum +/-2m, qui empêchera toute personne non autorisée de rentrer sur le chantier.
- aux entrées et sorties de chantier qui devront être constituées de larges barrières (même composition que la clôture de chantier) posées sur roues (facilement ouvrables) et cadenassées en fin de journée par l'entrepreneur.
- aux accès au chantier, si possible, séparés pour le charroi et les piétons.
- à la pose des panneaux de signalisation des risques à placer à chaque accès: obligations et interdictions.
- à la pose de la notification préalable de chantier à placer à l'accès principal.
- ~~— à l'empierrement périphérique du chantier conformément au cahier des charges~~
- à l'emplacement du poste de secourisme
- à l'implantation du panneau et point de rassemblement en cas d'urgence.
- à l'affichage de la procédure d'urgence en cas d'accident (téléphone des secours, adresses exacte du chantier, guide / accueil des secours sur le chantier, sirène de chantier, etc.).
- à l'affichage de la liste des secouristes (coordonnées,...).
- aux cheminements sécurisés pour les travailleurs entre les installations sanitaires et le chantier (éviter les risques de chute, risque de contact avec des engins/machines en mouvement).
- ~~— à l'implantation et à l'approvisionnement des installations électriques (connexion au réseau HT avec compteur, groupe électrogène, chapelles de chantier, mât et autres types d'éclairage des voies extérieures d'évacuation du chantier, et des voies intérieures d'évacuation), etc.~~
- aux prises d'eau potable (eau de ville) provenant d'une connexion à l'aide d'un col de cygne ou autre et avec compteur. Le raccordement sera fait par l'entrepreneur lors de l'installation de chantier. Eau consommée à charge de l'entrepreneur maintenue hors gel pour le chantier.
- aux sanitaires (Dixi ou équivalent). Leur entretien, nettoyage et remplacement sont à charge de l'employeur.
- au traitement et à l'évacuation des eaux usées de chantier (~~laitance des bétonnières, sanitaires, etc.~~), ~~des citernes d'essence, des produits dangereux stockés sur chantier (bac de rétention, cuve double enveloppe etc.)~~.
- à l'implantation d'appareils de levage fixes et à leur angle de balayage
- à l'implantation de baraques réfectoire, sanitaire (vestiaires,...) et des containers pour le matériel.
- aux zones de stockage réservées pour les matériaux et matériels et au container /zones de stockage pour produits dangereux (agencement, tenue d'un registre de ces produits sur chantier).
- aux zones de parking des camions de livraison.
- aux postes de travail.
- ~~— aux échafaudages, à leur adaptation et à leur contrôle.~~

L'entrepreneur principal veillera également à ce que le chantier soit maintenu continuellement dans un état de propreté. Chaque entreprise est tenue de nettoyer ses zones de travail et/ou de

circulation. Tout matériel non utilisé doit être remis dans la zone de stockage. De même, les outils doivent être systématiquement rangés dans un endroit prévu à cet effet. Des containers permettant (éventuellement) un tri des déchets seront posés sur chantier. L'entrepreneur général est responsable de la collecte et du rassemblement des déchets de l'ensemble du chantier. Il est strictement interdit de se débarrasser de déchets en les incinérant sur chantier.

L'implantation des zones d'approvisionnement et des instruments de lutte anti-incendie doit être choisie en fonction de la nature des produits présents en corrélation avec l'aménagement des lieux de travail et les travaux prévus qui comportent un certain risque d'incendie. Seule la quantité de produits strictement nécessaire pour la réalisation des travaux peut se trouver sur le chantier. Ces produits (également les récipients provisoires) ainsi que l'endroit où ils sont entreposés doivent être pourvus des prescriptions de sécurité et de santé réglementaires.

Afin de permettre de définir les risques dans cette zone, chaque entrepreneur fournira toutes les données utiles relatives à son activité. Cette information fait partie du document de sécurité propre de chaque entrepreneur. L'approvisionnement électrique ne peut être réalisé que lorsque la conformité avec les prescriptions du R.G.I.E. est prouvée.

6.2. Mobilité sur le chantier

L'aménagement de zones de chargement et déchargement ainsi qu'une séparation entre les personnes et les véhicules sur le chantier est à prévoir. Pour organiser efficacement tout trafic sur le chantier, un plan de mobilité par phase sera établi par l'entrepreneur. Sur ce plan seront indiqués :

- où les intervenants seront « logés »
- sur quelle voie et dans quelle direction, le trafic devra s'effectuer
- quelles zones seront éventuellement réservées
- la signalisation routière et les panneaux de déviation de trafic (piétons, véhicules, cycliste,...)

En cas de manœuvres, y compris marche arrière (machines, camions) :

- Obligation de présence d'un accompagnateur durant la totalité de la manœuvre.
- Obligation de présence d'un avertisseur sonore de recul.

Les opérateurs devront disposer des habilitations adéquates pour pouvoir utiliser les engins / machines / véhicules. Ces habilitations doivent être présentes dans la farde sécurité du chantier, sur le chantier.

7. ANALYSES DE RISQUES

Les analyses de risques, les mesures et les moyens de prévention qui suivent sont non-exhaustives. Ces dernières doivent être complétées par tous les entrepreneurs. Tous les entrepreneurs sous-traitants doivent fournir les analyses de risques, les mesures et les moyens de prévention de leurs propres activités au travers du PPSS (voir chap.3). L'analyse de risque globale est à communiquer au CS&S 10 jours ouvrables avant le début des travaux une éventuelle adaptation du PSS. Avant le début de (chaque) chantier, l'entrepreneur principal a l'obligation de donner une réunion d'information aux travailleurs signalant les risques spécifiques liés à l'exécution et les risques d'interférence et les mesures de prévention (voir PSS CS&S + PPSS entreprise + kick-off).

7.1. Analyses des risques liés à la nature de l'ouvrage

7.1.1. Organisation et installation de chantier

En plus des moyens et mesures de prévention décrites dans le chapitre 6, l'entrepreneur devra définir, clôturer/baliser et/ou signaler les zones: de travail, affectées au personnel (bureau, réfectoire), de stockage et de rangement, de circulation, de parking, pour les premiers secours/soins. Il devra également définir et signaler les chemins d'accès pour : le personnel, les véhicules, les premiers secours et les pompiers.

ACTIVITE	RISQUE	G	P	E	R	MOYEN DE PREVENTION	G	P	E	R
Installation et utilisation de la baraque de chantier, des sanitaires, des vestiaires , du générateur, du conteneur matériel.	- Chute d'objet manutentionné durant l'installation - Electricité statique	15	3	1	45	- Utilisation d'engins de levage et de matériel d'élingage adaptés et contrôlés - Opérateur qualifié - Ne jamais se positionner sous une charge suspendue. - Prévoir des points d'accrochage adéquat - Prévoir mise à la terre de toutes les installations	15	0,2	0,5	1,5
	- Chute de personne de plain-pied à l'utilisation	1	3	10	30	- Disposer d'un espace suffisant et d'une surface d'implantation plane - Entretien régulier - Mise en place d'un dispositif de nettoyage des bottes et chaussures de sécurité à l'entrée de la baraque	1	0,2	0,5	0,1
	- Coinçage avec l'objet mobile durant sa mise en place	3	2	1	6	- Port d'EPI (casque, gants, chaussures de sécurité). - Utiliser des accessoires pour guider les charges lourdes.	3	0,5	0,5	0,75
	- Basculement du camion de transport lors de la manutention via la grue du camion)	3	2	1	6	- Déployer les stabilisateurs d'engins et placer les plaques de répartition (+ vérifier la stabilité du sol)	3	0,2	0,5	0,3
Installation du conteneur matériel	- Chute des outils dans le conteneur	2	6	1	12	- Rangement précis et ordonné des matériels et matériaux - Ancrage du système d'étagères	2	1	2	6





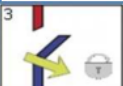
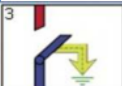
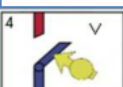
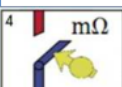
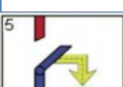
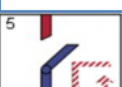


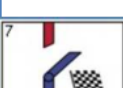
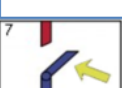

	- Basculement du camion de transport lors de la manutention via la grue du camion)	3	2	1	6	- Déployer les stabilisateur d'engins et placer les plaques de répartition (+ vérifier la stabilité du sol)	3	0,2	0,5	0,3
Livraison et stockage de matériel et de matériaux de construction	- Chute d'objets lors du déchargement	15	3	6	270	- Ne jamais se positionner sous une charge suspendue. - Utiliser des accessoires pour guider les charges lourdes. - Utiliser une technique d'élingage adéquate.	15	1	1	15
	- Coinçage	3	2	3	18	- Port d'EPI (casque, chaussures de sécurité). - Optimisation de la coordination entre le grutier et le personnel du chantier - Utiliser du matériel de levage et d'élingage contrôlé	3	0,5	1	1,5
-	- Chute du matériel et matériaux stockés	10	3	6	180	- Surface de stockage plane - Pas d'empilement de palettes de matériaux (blocs de maçonnerie,...) non dédiées à cet effet	10	1	1	10
Baraque et l'entretien	- Ingestion de produit dangereux - piqûre d'insecte - Intoxication dû à l'usage de produits nocifs - chute de plain-pied	3	3	2	18	- Ne pas utiliser de produits dangereux / utiliser des produits moins dangereux. - Avoir informé la personne chargée de l'entretien des risques liés aux produits. - Porter des EPI (gants,) aérer,... - Etiquetage conforme à la législation CE + phrase R et S. - Sol anti-dérapant - port de chaussures avec semelle anti-dérapante - Nettoyage régulier des appareils et du mobilier - Mise à disposition et nettoyage d'un nombre suffisant de poubelles	3	0,5	0,5	0,75
Chauffage	- contact chaud/froid par brûlure lors de contact - exposition à ou contact avec le courant électrique - substances nocives (intoxication au CO) - explosion (chauffage au gaz)	10	3	6	180	- Mise en place d'une protection mécanique efficace des parties chauffantes; - présence d'extincteur - Mise à la terre et mise en place d'un différentiel sur l'installation électrique; - contrôle régulier de l'état de l'installation (état des conduites souples,...) - Aération de la baraque; - Conduit d'évacuation des gaz brûlés; - Placement de détecteur sur les bonbonnes de gaz; - Récipient à l'extérieur des baraques;	10	1	1	10
Eclairage	- exposition à ou contact avec le courant électrique	3	2	1	6	Contrôle de l'état de l'installation électrique avant son utilisation	3	0,2	0,5	0,3

Signalisation	<ul style="list-style-type: none"> - stabilité (vent) - vandalisme - intrusion 	1	6	6	36	<ul style="list-style-type: none"> - information au voisinage et pictogrammes - inspection journalière - une mise en place particulière pour les accès chantier - passage interdit aux tiers - obligations - panneau de publicité,... 	1	1	1	1
Evacuation de tous débris, déchets	<ul style="list-style-type: none"> - accidents avec piétons; - collisions - chute d'objets; - chute personnel; 	8	4	3	96	<ul style="list-style-type: none"> - balisage, signalisation et interdiction de travaux manuel à côté des engins en fonction; - panneaux à l'entrée; - éclairage; - coordination entre machinistes et personnels - placer des garde-corps et barrières - recouvrement des trous; 	8	0,5	2	8
Déplacement du matériel roulant	<ul style="list-style-type: none"> - chute d'objets; - renversement des machines; - collisions; 	7	3	2	42	<ul style="list-style-type: none"> - sol stabilisé; - coordination entre machinistes et personnel; - passage suffisant; - chemins de circulation; 	7	1	1	7
Compresseur / Groupe électrogène	<ul style="list-style-type: none"> - contact objet mobile (projection de petits objets ou de poussière) - exposition au bruit et aux vibrations - chute d'objet manutentionné lors du placement - exposition à ou contact avec le courant électrique - substances nocives (intoxication au CO) 	6	5	6	180	<ul style="list-style-type: none"> - port des EPI (lunettes et masques, casque anti bruit, bouchon d'oreilles); - coupure de l'arrivée d'air lors du couplage ou découplage des conduits d'air comprimé - Utilisation de machine isolée phoniquement; - Prévoir des supports d'accrochage au châssis du groupe - Mise à la terre du bâti machine; - Utilisation d'un interrupteur différentiel - S'assurer de la possibilité de s'évacuer pour les gaz d'échappements 	6	1	1	6
Analyse à compléter par l'entrepreneur										

7.1.2. Analyse des risques aggravés

7.1.2.1. Risques de contact avec ligne haute tension, conduite gaz

ACTIVITE	RISQUE	G	P	E	R	MOYEN DE PREVENTION	G	P	E	R
Dragage	Danger Incendie / explosion / électrocution	15	4	1	60	<ul style="list-style-type: none"> - Demander les plans d’emplacement des circuits - Les travailleurs ne peuvent commencer avant que : <ul style="list-style-type: none"> > de prendre contact avec le gestionnaire/propriétaire > le supérieur hiérarchique ne les informe de l’emplacement des installations ainsi que des éventuels raccordements privés - Toute installation présente qui ne figure pas sur les plans doit être signalée le plus tôt possible au conducteur de chantier - consigner toute installation avant de les démonter - ne pas utiliser des outils pouvant provoquer des étincelles - prendre des disposition technologique (bloquer godet pelleteuse à partir d’une certaine profondeur) 	3	1	1	3
	Electrisation / explosion	7	4	3	84	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir une procédure de mise en consignation. Voir exemple ci-dessous 	7	0,5	0,5	1,75

REGLES VITALES (Travaux Hors Tension) VITALE RICHTLIJNEN (Werkzaamheden Buiten Spaning)	
Conforme à l'art.266. du RGIE Conform aan art.266. van de AREI	
METTRE HORS TENSION BUITEN SPANNING	REMETTRE SOUS TENSION ONDER SPANNING
 <p>1</p> <p>Préparer les travaux "OUT "</p> <p>Voorbereiding werken "OUT"</p>	 <p>1</p> <p>Arrêt des travaux</p> <p>Stopzetting Werkzaamheden</p>
 <p>2</p> <p>Séparer</p> <p>Scheiden</p>	 <p>2</p> <p>Préparation travaux "IN"</p> <p>Voorbreiding Werken "IN"</p>
 <p>3</p> <p>Verrouiller/Condamner</p> <p>Vergrendelen</p>	 <p>3</p> <p>Enlever mise à la terre</p> <p>Aarding Wegnemen</p>
 <p>4</p> <p>Vérification/Mesurer l'absence de tension</p> <p>Testen/Meten van de spanningsafwezigheid</p>	 <p>4</p> <p>Mesure d'isolement</p> <p>Isolatiemeting</p>
 <p>5</p> <p>Mise à la terre/Mise en court- circuit</p> <p>Aarden/Kortsluiten</p>	 <p>5</p> <p>Retirer le balisage et les protections</p> <p>Afbakening Verwijderen</p>
 <p>6</p> <p>Balisage/protéger</p> <p>Afbakenen/afschermen</p>	 <p>6</p> <p>Deverrouiller</p> <p>Vergrendeling Verwijderen</p>
 <p>7</p> <p>Mise à disposition pour travaux électriques</p> <p>Vrijgave voor elektrische werkzaamheden</p>	 <p>7</p> <p>Remise sous tension</p> <p>Inschakelen</p>
	 <p>8</p> <p>Mise en service</p> <p>Terug In Dienst</p>

7.1.2.2. Risques biologiques

RISQUE	MOYENS DE PREVENTION
Contamination dû au contact avec : - les terres / poussières - des substances nocives / gaz	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements <ul style="list-style-type: none"> o Equipements adaptés pour les travailleurs. o Roulotte de chantier séparée et propre. L'espace dans lequel les travailleurs peuvent manger et boire doit être séparé du vestiaire / zone de stockage. o Les travailleurs doivent ôter leurs vêtements sales avant d'entrer dans le réfectoire. o S'assurer que le vestiaire soit spacieux, aménagé et bien ventilé o Lavabos à proximité des vestiaires. o Espaces de rangement séparés pour les vêtements propres, les vêtements de travail et les équipements de protection individuelle des travailleurs. o Prévoyez des vêtements de travail propres en suffisance, y compris des vêtements de rechange. o Quand les combinaisons de travail sont sales, échangez-les contre des propres. Séparez les vêtements de travail propres des vêtements sales. En cas de besoin, prévoyez des sacs plastiques pour ranger les vêtements sales. o N'utilisez pas d'air comprimé pour nettoyer les combinaisons. o Les travailleurs ne doivent pas emmener leurs vêtements sales chez eux si ceux-ci sont salis par des substances nocives. o Conformément à la CCT du 14 mai 2009, l'employeur doit assurer le nettoyage des vêtements de travail. o Ne pas porter de bijoux - Nettoyage, ordre et propreté <ul style="list-style-type: none"> o Examinez chaque jour les vêtements de travail pour détecter d'éventuelles marques d'endommagement ou de souillure (poussière). o Ne nettoyez les locaux ni avec une brosse sèche ni avec de l'air comprimé. Utilisez des méthodes d'aspiration ou de nettoyage humide. o Maintenez les zones de préparation des aliments et de restauration hygiéniquement propre. La nourriture et les boissons ne peuvent être conservées ou consommées sur les lieux de travail. Interdiction de fumer pendant le travail o Lavez-vous les mains avant de manger et de boire. o Changez de vêtements avant de manger. o Mise en place d'un dispositif de nettoyage des bottes et chaussures de sécurité à l'entrée de la baraque o Nettoyer désinfecter et couvrir toute blessure - Vêtements de travail et équipements de protection individuelle <ul style="list-style-type: none"> o Une analyse des risques est indispensable pour déterminer si les mesures existantes sont adéquates. Si nécessaire, une protection respiratoire (avec un facteur de protection approprié) doit être fourni et porté. o Prévoyez des espaces de rangement pour maintenir l'équipement de protection individuelle propre quand il est inutilisé. o Remplacez l'équipement de protection respiratoire aux intervalles recommandés par les fournisseurs. - Formation <ul style="list-style-type: none"> o Informez vos travailleurs des effets sur la santé des agents chimiques ou biologiques présents (voir également la fiche sur la formation). o Organisez une formation pour les travailleurs sur l'utilisation et le contrôle des équipements de protection mis à disposition. o Supervision : Assurez-vous que les ouvriers vérifient systématiquement l'utilisation des équipements de protection mis à disposition. - Liste de contrôle à l'usage des travailleurs pour une application optimale des mesures de prévention <ul style="list-style-type: none"> o Soyez attentif aux signes d'endommagement, d'usure ou de mauvais état de fonctionnement de l'infrastructure et des équipements de protection individuelle. o Assurez-vous que vos vêtements de travail soient propres avant de commencer à travailler. o Vérifiez régulièrement le bon fonctionnement de l'équipement de protection respiratoire au cours de la journée de travail et avant toute utilisation. o Utilisez, entretenez et rangez tout équipement de protection individuelle conformément aux instructions. - Prévoir une procédure d'urgence en cas de chute dans le canal (contamination biologique, hôpital, examens médicaux,...). - Informez les travailleurs de cette procédure

Source : Constructiv ;, fiche de prévention O 002-v01, 2.1.10a complément Cnac.

7.1.2.3. Risque de noyade

Voir le document: DIRECTIVES EN MATIERE DE SECURITE A DESTINATION DES ENTREPRISES EXTERIEURES PRESTANT POUR LE COMPTE DU PORT DE BRUXELLES.

Ce document fait partie intégrante de tout cahier spécial des charges et de tout bon de commande établi par le Port de Bruxelles. Sinon, l'entreprise est tenu de le demander au Port de Bruxelles et de le communiquer à chaque sous-traitant

Extraits du document « DIRECTIVES EN MATIERE DE SECURITE A DESTINATION DES ENTREPRISES EXTERIEURES PRESTANT POUR LE COMPTE DU PORT DE BRUXELLES » :

Travaux sur les quais et berges.

Les travaux sur les quais et berges doivent être signalés de manière spécifique, à indiquer dans le plan particulier de sécurité du chantier. Les services de la capitainerie et le dispatching du port (02/ 242 05 75) doivent toujours être avertis de ces travaux au préalable.

Si l'entrepreneur doit installer des équipements lourds (grues, machines de battage, etc...), il doit faire réaliser à ses frais une étude de stabilité du quai ou de la berge par un bureau d'études spécialisé et avoir l'accord écrit des services techniques du Port.

L'entrepreneur doit, chaque fois que c'est possible, laisser un chemin libre à la circulation des secours d'une largeur de 3 m au moins.

Si cela n'est pas possible, il doit apposer à chaque extrémité du quai, de la berge, du chemin de halage,...une signalisation de contournement et aviser le centrale de secours 112 par télécopie : 02/ 203 40 55. Toutes les mesures du présent document concernant les travaux à proximité de la voie d'eau et les travaux de voirie sont d'application.

Travaux sur ou à proximité de la voie d'eau.

Lors de tous travaux sur ou à proximité de la voie d'eau le chantier doit être pourvu d'une bouée réglementaire tous les 30 mètres, avec un minimum d'une bouée à chaque extrémité.

Lorsqu'une chute dans l'eau n'est pas empêchée par un garde-corps stable et d'une hauteur de 1m au moins, et que le personnel de chantier ne comporte pas une équipe de première assistance aux personnes tombées à l'eau, composée d'au moins 2 personnes formées, et pouvant immédiatement appeler les secours, jeter les bouées et prêter secours, le personnel de l'entreprise doit porter un gilet de sauvetage autogonflant. Dans les cas où les travaux comportent des risques élevés de chute dans l'eau, un canot prêt à l'emploi doit être sur place, équipé d'un moteur ou de rames et d'une bouée et d'une gaffe. Du personnel présent sur les lieux de travail doivent toujours être en mesure de l'utiliser. Sur les chantiers à proximité de la voie d'eau, un responsable doit en permanence se trouver sur place muni d'un téléphone en état de marche pouvant appeler les secours immédiatement. Sur les chantiers fluviaux comportant des engins flottants motorisés, ces engins doivent être équipés d'un moyen de communication radio pouvant contacter à tout moment l'écluse ou le pont mobile le plus proche.

Les chantiers fluviaux ou le long de la voie d'eau doivent être pourvus de la signalisation conforme au règlement de police du Port de Bruxelles et au règlement général des voies hydrauliques du Royaume. Les chantiers doivent également être pourvus de la signalisation de danger conforme au plan de sécurité et aux directives de l'ingénieur dirigeant. En dehors des heures de travail, les chantiers doivent être efficacement clôturés pour éviter l'intrusion de personnes étrangères au chantier. Les entrepreneurs doivent toujours laisser un numéro de téléphone de permanence 24H/24H à la disposition du dispatching du Port (02/ 242 05 75) où les services portuaires peuvent contacter un responsable de l'entreprise avec la fiabilité requise.

Sur le trajet vers les bateaux(pontons,...) ou quand débutent des travaux avec risque de noyade, la veste de sauvetage + fluo doit être portée (machiniste,...). Des vestes de sauvetage auto-gonflables sont meilleures du point de vue ergonomie. La procédure de travail doit être envoyée au MO et au CS&S avant travaux.

7.1.2.4. Risques spécifiques : Activité de dragage

Tâche	Risque	Blessure possible / éventuel dommage	Moyen de prévention
Dragage avec une grue	Basculement de la grue	Ecrasements, contusions, noyade	Machiniste compétent
	Contact avec des lignes de câbles souterraines	Endommagement des câbles souterrains	Machiniste compétent En cas de doute ou en cas de présence des câbles: demander les plans de câbles
	Dragage de terres polluées	Pollution de l'environnement	Demander les analyses des dépôts En cas de pollution: évacuer vers décharge reconnue
	Traitement des terres polluées	Infection, inflammation	Bonne hygiène personnelle EPI: gants, habits longues manches Recueillir les informations avant le début du travail sur d'éventuelles terres polluées Surveillance médicale
	Contact de la grue avec des personnes	Contusions	Machiniste compétent
Dragage avec une grue sur ponton	Contact avec des lignes de câbles souterraines	Endommagement des câbles souterrains	Machiniste compétent En cas de doute ou en cas de présence des câbles: demande les plans de câbles
	Prévenir / éviter les explosifs conventionnels non déclenchés	Explosion, feu, agents chimiques	Avant une recherche par magnétométrie ou équivalent: recherche historique. Au démarrage de chaque chantier ou phase importante, organiser un toolbox à ce sujet. Suivi rigoureux des consignes de travail
	Dragage de terres polluées	Pollution de l'environnement	Demander les analyses des dépôts En cas de pollution: évacuer vers décharge reconnue
Dragage avec plateforme	Contact avec des lignes de câbles souterraines	Endommagement des câbles souterrains	En cas de doute ou en cas de présence des câbles: demande les plans de câbles
	Dragage de terres polluées	Pollution de l'environnement	Demander les analyses des dépôts En cas de pollution: évacuer vers décharge reconnue
	Casser la tête de coupe	Serrage des mains Coupures / contusion	Eteindre le moteur Gants
	Casser le treuil	Casser le bras de coupe	Contrôle trimestriel des câbles
Monter et quitter le ponton / remorqueur	Trébucher, glisser et tomber dû à un manque d'attention, mauvaise estimation, routine, houle ou vent fort	Fêlure Contusions Coupure Ecorchures Lésions graves	Soigner / sécuriser les accès Personnel expérimenté Avoir les mains libres pendant la circulation Constructions stables en bon état Veiller à ce que les bouées de sauvetage soient tenues à proximité
Venir aux côtés de la péniche d'évacuation des terres	chute due à collision	Noyade	Vitesse d'amarrage adaptée Bouées de sauvetage à proximité Connaissance de la vitesse du courant et du vent Navigateur expérimenté
	Contact brusque entre le ponton et la péniche	Casser les amarres et les câbles	Vitesse d'amarrage adaptée

Amarrer	Serrage des mains entre les amarres et les bollards	Fêlure Contusions Ecrasement	EPI: gants, chaussures de sécurité Personnel expérimenté Ralentir la vitesse d'amarrage
Travailler sur le pont du bateau / ponton de dragage	Glisser et tomber	Contusions, noyade	Ordre et propreté sur le bateau Nettoyage régulier des dépôts sur le pont Peinture antidérapante Nettoyage des huiles et graisses Chaussures de sécurité et bottes adaptées
	Se heurter	Bleus, contusion	Marquer les obstacles
	Soulever des charges trop lourdes	Blessures au dos	Utiliser du matériel adapté pour la manipulation des charges lourdes Manipuler les charges lourdes à plusieurs
Travailler dans toutes sortes de conditions météorologiques	Vent, orage et tempête	Tomber dans l'eau Hypothermie	Limiter les activités sur le pont au minimum nécessaire Prévoir procédure et matériel de secours
		Noyade	Lier le matériel au plus possible
Diverses activités avec machine hydraulique	Déraper du bateau	Noyade du machiniste	Fixer la grue
	Basculement de la pelle mécanique	Défaut / dégâts sur la grue	Stabiliser le ponton
Diverses activités avec plateforme élévatrice	Déraper du bateau	Noyade du machiniste	Fixer la plateforme élévatrice
	Basculement de la plateforme élévatrice	Défaut / dégâts sur plateforme élévatrice	Stabiliser le ponton

7.2. Analyses des risques liés aux activités simultanées et successives

Après l'examen du planning et des méthodes différentes d'exécution fournie par l'entrepreneur principal (voir chap. 5), une analyse complète des risques des co-activités et des risques résultant de la succession des activités sera établie. Le coordinateur-réalisation doit consacrer une attention suffisante à la chronologie des travaux et doit compléter en temps utile ce plan de sécurité et de santé avec des prescriptions de sécurité spécifiques. De manière générale : prévoir un planning où les co-activités sont réduites au maximum.

L'analyse de risques de co-activité doit également être complétée par l'entrepreneur lorsque le planning des activités est établi. Pour ce faire, il se fera aider par le conseiller en prévention de son entreprise et par tous les entrepreneurs sous-traitants qui doivent lui fournir les analyses de risques de leurs propres activités. L'analyse de risque globale est à communiquer au CS&S 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour qu'il adapte le PSS.

7.3. Analyses des risques liés aux activités à proximité du chantier - risques d'interférence

Lors de chaque phase, les risques d'interférence doivent être analysés par l'entreprise en collaboration avec le MO et le CS&S lors d'une réunion kick-off meeting.

Voir le document : DIRECTIVES EN MATIERE DE SECURITE A DESTINATION DES ENTREPRISES EXTERIEURES PRESTANT POUR LE COMPTE DU PORT DE BRUXELLES.

Les clôtures de chantiers doivent permettre de limiter les risques d'interférence avec le public et les utilisateurs au strict minimum.

La signalisation routière doit être conforme à l'A.M. du 07.05.1999 relatif à la signalisation des chantiers et obstacles et à la circulaire générale relative à la signalisation et à ses annexes.

Dès lors, comme défini dans le CSC:

- L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en place d'une signalisation des chantiers, de jour comme de nuit, ainsi que par temps de brouillard.
- L'entrepreneur est tenu de clôturer à ses frais les chantiers. Les clôtures seront munies d'un éclairage électrique adéquat. Les abords latéraux des chantiers seront également éclairés et ce toujours aux frais de l'entrepreneur.
- L'entrepreneur soumet un plan en ce sens à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Le libre accès aux propriétés adjacentes doit être maintenu.
- L'entretien et le nettoyage régulier de ces clôtures sont du ressort de l'entrepreneur.

7.4. Analyses des risques liés à d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage

L'entrepreneur doit afficher les circuits des installations et fournir les modes d'emploi, fiche technique et autre au MO. Ce chapitre sera mis à jour ultérieurement si nécessaire

8. MISSIONS ET PRÉSENCES MINIMALES DU CS&S-RÉALISATION

Conformément à l'article 15 de l'AR du 25/01/01 : le pouvoir adjudicateur est tenu de désigner par une convention écrite un seul coordinateur-réalisation lorsque, sur un même lieu, s'effectuent simultanément ou successivement des travaux repris dans la liste du chapitre 1.3 ci-dessus (pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage). L'identité du coordinateur-réalisation sera notifiée à l'adjudicataire au plus tard à l'occasion de la notification de l'ordre de commencer les travaux. Contenu de la convention : voir AR, art.21.

8.1. Missions du CS&S-réalisation

Le CS&S-réalisation est, notamment, chargé des tâches suivantes:

1. coordonner la mise en œuvre des principes généraux de prévention et de sécurité lors des choix techniques ou organisationnels afin de planifier les différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement ainsi que lors de la prévision de la durée impartie à la réalisation de ces différents travaux ou phases de travail;
2. coordonner la mise en œuvre des dispositions pertinentes, afin d'assurer que les entrepreneurs:
 - mettent en œuvre de façon cohérente les principes généraux de prévention ainsi que les principes à observer lors de la réalisation de l'ouvrage, visés aux articles 4, 5 et 15 de la Loi du 4 août 1996 (voir annexe 12)
 - appliquent le plan de sécurité et de santé;
3. organiser entre les entrepreneurs, y compris ceux qui se succèdent sur le chantier, la coopération et la coordination des activités en vue d'assurer la protection des travailleurs et la prévention des accidents et des risques professionnels d'atteinte à la santé, ainsi que leur information mutuelle;
4. coordonner la surveillance de l'application correcte des procédures de travail;
5. prendre les mesures nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
6. adapter le plan de sécurité et de santé conformément à l'AR et transmettre les éléments du plan de sécurité et de santé adapté aux intervenants pour autant que ces éléments les concernent. Le contenu du plan de sécurité et de santé peut être adapté en fonction des éléments suivants:
 - le cas échéant, les modifications relatives aux modalités d'exécution, en conciliation avec les intervenants dont l'impact sur le bien-être au travail offre les mêmes garanties que les modalités prévues initialement dans le plan.
 - le cas échéant, les remarques des intervenants à qui ont été soumis des éléments du plan de sécurité et de santé les concernant
 - l'état des travaux
 - l'identification de risques imprévisibles ou de dangers sous-estimés
 - l'entrée en action ou le départ de parties intervenantes
 - les éventuelles modifications apportées au projet ou aux travaux
7. tenir le journal de coordination et le compléter en tenant compte des mentions obligatoires conformément aux dispositions des articles 31 à 33 de l'AR.
8. Inscrire les manquements des intervenants aux principes généraux de prévention, aux règles applicables et aux mesures concrètes adaptées aux spécificités du chantier temporaire ou mobile ou au plan de sécurité et de santé, dans le journal de coordination et les notifier aux maîtres d'ouvrage
9. Inscrire, dans le journal de coordination, les remarques des entrepreneurs dans le journal de coordination et les laisser viser par les intéressés
10. Etre présent lors des phases critiques pour la sécurité et la santé telles que définies dans le plan de sécurité et de santé
11. Présider et convoquer la structure de coordination lorsqu'une telle structure doit être mise en place conformément aux articles 37 et 40 de l'arrêté royal du 25 janvier 2001, tel que modifié.
12. Compléter le dossier d'intervention ultérieure en fonction des éléments du plan de sécurité et de

santé actualisé qui présentent un intérêt pour l'exécution de travaux ultérieurs à l'ouvrage;

13. Lors de la réception provisoire de l'ouvrage, ou à défaut, lors de la réception de l'ouvrage, remettre aux maîtres d'ouvrage le plan de sécurité et de santé actualisé, l'éventuel journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure et prendre acte de cette remise dans un procès-verbal qu'il joint au dossier d'intervention ultérieure;

La mission du coordinateur prend fin par la transmission des documents visée au point 13 ci-dessus

8.2. Phases critiques

Les phases critiques pour la sécurité et la santé où le coordinateur sera au moins présent sur le chantier:

- Réunion kick-off meeting avec l'entrepreneur général concernant e.a. : aménagement de chantier,...
- Ouverture de chantier: accueil des travailleurs,...
- Mise hors tension des installations
- Travaux dans les trémies
- Réception des installations

Le coordinateur émettra des remarques à propos de ces phases critiques. Les choix du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre chargé de la conception seront consignés soit dans le plan de sécurité et de santé soit dans le journal de coordination de sécurité.

9. COMMUNICATION

9.2. Points généraux de communication

La communication sur le chantier se déroule en néerlandais et/ou en français en fonction de la langue parlée par les travailleurs. L'entrepreneur est tenu de vérifier que chaque travailleur soit à même de comprendre toute communication faite dans l'une de ces 2 langues. Chaque travailleur individuel doit avoir connaissance des prescriptions de sécurité et doit s'en tenir à ce qui a été convenu pendant sa présence sur le chantier. Les entrepreneurs et les sous-traitants sont responsables de l'exécution sûre des travaux. Avant de commencer tout travail, les règles de sécurité doivent toujours au préalable être passées en revue.

En plus des dispositions légales, toutes les parties devront tenir compte des dispositions contenues dans ce plan de sécurité et de santé et des modifications en cours de réalisation. Les prescriptions du plan de sécurité et de santé qui sont d'application doivent être répétées ou présentées au personnel de chaque entreprise et de ses sous-traitants par l'entrepreneur principal au moyen de pré job meeting et de toolbox meeting (ex. : voir annexe 6 - document de travail 1 & 2).

9.3. Communication entre les intervenants et suivi en matière de coordination de sécurité - santé

Vu la Loi concernant le bien-être, les mesures de sécurité imposées doivent être observées. Un contrôle doit également être exercé sur le suivi des règles de sécurité. Un programme d'inspection et de suivi est élaboré à cet effet. La communication et le respect des consignes de sécurité sont essentielles sur le chantier. Ci-dessous un ensemble de mesures non exhaustif à prendre par les intervenants:

- Les chefs de projet et/ou conducteurs de chantier des entreprises informeront les travailleurs des risques décrits dans l'analyse des risques des travaux, sous la forme de **PRE-JOB-MEETINGS** écrits, avant chaque nouvelle phase / activité.
- L'entreprise remettra à chaque travailleur, dans sa langue maternelle, un document reprenant les instructions du règlement de chantier (lignes directrices minimales : voir annexe 5), PPSS d'entreprise, PPSS du sous-traitant qui doit être signé par chaque travailleur. Un travailleur qui n'a pas signé ce document ne peut pas travailler sur chantier.
- Les travailleurs ayant reçu le toolbox d'accueil par l'entrepreneur principal se distingueront par un macaron qui devra être collé sur leur casque, lui-même porté à tout moment.
- Une fois par semaine, le responsable-chef de projet de l'entrepreneur principal réalise un self audit sécurité et santé de son chantier et de celui de ses sous-traitants. Le self-audit sécurité doit utiliser la liste de self-audit sécurité en annexe 6 (document de travail 4).
- Une visite de chantier mensuelle (ou bimestrielle) doit être organisée par le MOCO en fonction du planning. Cette visite de chantier réunira le conseiller en prévention de chaque entreprise contractante, le CS&S, le ou les maîtres d'œuvre chargés du contrôle d'exécution. La fréquence de cette visite est déterminée d'un commun accord avec le Maître d'ouvrage et le Coordinateur de sécurité (ex. : 1x par mois). Un débriefing sera réalisé à la fin de cette visite.
- Lors des visites du chantier du coordinateur de sécurité santé, l'entrepreneur mettra à sa disposition une ou plusieurs personnes responsables de la sécurité et qui auront l'autorité nécessaire sur les travailleurs pour donner immédiatement les consignes nécessaires aux travailleurs dans leur

langue maternelle en cas d'éventuel manquement à la sécurité. Au terme de cette visite dont la fréquence est établie en accord avec le MO / MOC, le CS&S enverra un rapport appelé Extrait du Journal de Coordination de Sécurité Santé (JDCCS, voir annexe 3). Le chef de projet de chaque entreprise est tenu de le communiquer avec ses remarques le jour même à ses sous-traitants, avec copie au CS&S et intervenants.

- Toutes les constatations lors des visites d'inspection, ou les modifications des règles de sécurité, ou les mesures de prévention, doivent être expliquées aux travailleurs via **TOOLBOX MEETING hebdomadaires écrits dans leur langue maternelle avec traduction française. Document à faire signer par les travailleurs et à transmettre par mail au CS&S et intervenants.**
- 10 jours ouvrables avant le démarrage du chantier, le chef de projet de l'entreprise communique au CS&S et à tous les intervenants:
 - o La dernière version du PPSS spécifique au chantier de chaque entreprise désignée
 - o Un phasage des travaux (voir chap. 5)
 - o Un plan d'installation de chantier (voir chap. 6).
 - o Une analyse de risque spécifique pour le chantier (PPSS, voir chap. 3) mis à jour et complété par les éléments manquants (cette analyse de risque doit être complétée régulièrement par l'entreprise en fonction des imprévus ou nouvelles activités sur chantier – LMRA, demande de méthodologie de travail pour activité à risques aggravés, etc.)
- L'entrepreneur principal doit communiquer le PSS du CS&S et son propre PPSS à ses sous-traitants au plus tard le jour de la commande. Le sous-traitant doit être prévenu dans son contrat que toute défaillance à la sécurité et à la santé fera l'objet de la prise de mesure par l'entrepreneur général aux frais du sous-traitant. Exemple : fourniture d'EPIs,... L'entrepreneur principal veillera à recevoir la confirmation écrite de son sous-traitant d'avoir lu, compris les documents lui ayant été envoyés, et de respecter les consignes de sécurité.
- L'entrepreneur principal rassemblera les PPSS reçus de ses sous-traitants. Le chef de projet de l'entreprise doit les vérifier et les (faire) corriger (voir annexe 6, document de travail 8) avant de les transmettre au CS&S. En effet, souvent, ces documents-sécurité sont soit incomplets, soit imprécis soit non-spécifiques au chantier.
- Tout échange de mail doit comporter un objet spécifique du type :
« [date d'envoi du mail] + [initiaux destinataires/mention « tous »] + [nom du chantier, (voir haut de page PSS)] + [objet du mail].
Exemple type : 160825. à tous. Construction maison passive. Installation de chantier.
- Pendant le chantier, le CS&S enverra à l'entrepreneur principal des check-lists de point de contrôle. Ces check-lists sont à remplir par l'entreprise en fonction de la situation réelle sur chantier et à renvoyer au CS&S par mail dans les 3 jours ouvrables. Exemple : check-list démarrage chantier, check-list échafaudage,...
- Tenue et mise à jour d'une liste de contact de l'entreprise contractante et ses sous-traitants en y faisant apparaître l'administrateur délégué, le chef de projet, le conducteur du chantier, le conseiller en prévention et les chefs d'équipe. Les informations de contact demandées sont : prénom, nom, entreprise, fonction gsm, et adresse mail.
- En cas d'incident, le chef de projet de l'entreprise principale réalisera un rapport d'incident et communiquera les mesures prises pour éviter tout accident. En cas d'accident, le conseiller en prévention de l'entreprise principale prendra les mesures nécessaires pour gérer l'accident (établissement d'un arbre des causes, proposition de mesures préventives, etc.)

10. PREMIERS SECOURS

Chaque entrepreneur doit disposer des équipements de premier secours conformément aux prescriptions de la législation en vigueur. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les premiers secours, y compris le personnel formé à cette fin, peuvent être fournis à tout moment sur le chantier.

Une signalisation clairement visible doit indiquer l'affichage de la procédure d'urgence en cas d'accident étape par étape (téléphone des secours, adresse exacte du chantier, guide / accueil des secours sur le chantier, sirène de chantier, etc.). Cette procédure d'urgence est obligatoirement expliquée à tous les travailleurs lors de leur accueil sur le chantier et après toute modification de cette procédure.

Des mesures doivent être prises pour assurer l'évacuation, pour soins médicaux, des travailleurs accidentés ou victimes d'un malaise soudain. Entre-temps, toutes les personnes présentes sur le chantier doivent, lorsque les circonstances l'exigent, porter assistance à la victime. Une zone de premier soin doit être prévue dans l'installation de chantier de l'entrepreneur principal.

En cas d'accident mineur :

1. Protéger le blessé contre toute source de danger.
2. En informer le responsable du chantier et celui de la sécurité et santé.
3. Faire exécuter les premiers soins sur le blessé uniquement par la personne compétente sur le chantier.
4. Faire évacuer le blessé vers un cabinet médical ou un centre hospitalier, si nécessaire.
5. Remplir la déclaration d'accident (rapport circonstancié) et notifier l'incident ou l'accident sur le registre du chantier, ainsi qu'au CS&S.

En cas d'accident grave :

1. Crier à l'aide
2. Protéger le blessé contre toute source de danger et le surveiller en attendant les secours.
3. Appeler les services de secours spécialisés. Voir coordonnées en annexe 1.
4. Le message téléphonique au service de secours spécialisé doit contenir les éléments suivants:
 - nom de l'appelant
 - adresse du chantier
 - nombre de blessés et leur état (conscient ou non, qui respire ou pas)
 - nature de la lésion
 - conditions de travail spécifiques (si nécessaire)
5. Ne pas raccrocher, rester au téléphone avec les secours et suivre les instructions.
6. Afin de faciliter l'arrivée des secours jusqu'au lieu de l'accident, une personne devra être envoyée à l'entrée du chantier pour attendre le véhicule de secours et le guider jusqu'à l'emplacement de la victime.
7. Remplir la déclaration d'accident (rapport circonstancié) et notifier l'incident ou l'accident sur le registre du chantier, ainsi qu'au CS&S.

Un examen est effectué par l'entrepreneur lors de chaque intervention de secours d'urgence. Tous les intervenants sur le chantier ont l'obligation d'assister et aider totalement l'entrepreneur principal dans l'analyse de l'accident afin de prendre des mesures préventives et ainsi éviter tout accident du même type.

Chaque incident fait l'objet d'un rapport circonstancié (annexe 8, document de travail 3) dont une copie au moins est transmise au CS&S, à la direction de chantier et une copie aux organismes (assurances, inspection du travail,...). La reprise du travail, le travail approprié ou adapté n'est permis que sur avis écrit du médecin du travail. Le CS&S doit être tenu au courant de l'état des personnes qui ont reçu un traitement de soins d'urgence. Il convient d'observer la procédure d'urgence en vigueur sur le chantier (voir règlement de chantier à communiquer par l'entrepreneur).

11. ANNEXES

11.1. Annexe 1 : Adresses utiles

Cette liste est à compléter par l'entrepreneur principal. Une liste complète et mise à jour par l'entrepreneur principal, sera disponible sur chantier et transmis sur demande du MOC, et du CS&S.

Concerne	Adresse	Contact & Coordonnées
Maître d'ouvrage :		
		Nom prénom : Johan Opsomer Fonction : Chef de projet Phone : 0485 80 21 85 E-mail: jopsomer@port.brussels
Maître d'œuvre chargé de l'exécution:		
		Nom prénom : Fonction : Phone : E-mail:
Coordination de sécurité-santé :		
projet	S.H.A. sprl Rue Antoine Baeck 15, 1090 Bruxelles	Stéphane NOËL E-mail: info@shanel.be GSM : 0475 427 436
réalisation	S.H.A. sprl Rue Antoine Baeck 15, 1090 Bruxelles	Stéphane NOËL E-mail: info@shanel.be GSM : 0475 427 436
Autres :		
Contrôle du Bien-être au Travail		E-mail: cbe.liege@empLoi .belgique.be Tél.: 04 250 95 11
CNAC	CNAC rue Saint-Jean 4 B, 1000 Bruxelles	Tél.: 02/552.05.00 Fax.: 02/552.05.05
Urgence – Hôpital		112 +32 (0)2 221 91 00
Urgence – Police		100
Urgence – Service d'incendie		112
Centre Antipoison		070 245 245 (24h/24h)
Hôpitaux		CLINIQUE SAINT-JEAN (urgences) Bld du Jardin Botanique 32 1000 Bruxelles +32 (0)2 221 91 00

11.2. Annexe 2 : Offre pour la sécurité et la santé

No	Description des mesures de sécurité et de santé	Quantité	Type	Prix unitaire	Prix total
1	Traduire les consignes, former et informer les travailleurs, informer les sous-traitants	1	FF		
2	Fourniture des documents suivant le plan de sécurité et de santé (PSS) ainsi que pour le dossier d'intervention ultérieure	1	FF		
3	Mesures et moyens ordinaires et/ou extraordinaires de protection collective décrits dans le PSS	1	FF		
4	Mesures et moyens ordinaires et/ou extraordinaires de protection individuelle décrits dans le PSS	1	FF		
5	Autres mesures et moyens de prévention (non inclus dans les postes ci-dessus).	1	FF		
6	Total				

Tous les prix suscités sont hors TVA.

Ces prix sont inclus dans le prix global de l'offre.

Cette liste doit être impérativement jointe aux documents de l'offre.

L'entrepreneur est invité à joindre des détails en annexe de son offre.

Le soussigné déclare au maître d'ouvrage avoir reçu le présent plan de sécurité et de santé et s'y conformer.

11.3. Annexe 3 : Instruments de CS&S

Les instruments de coordination sont les documents que le coordinateur-projet et le coordinateur-réalisation doivent établir, tenir à jour et compléter. La structure de coordination est également un instrument de coordination. Ci-dessous les autres instruments:

- le plan de sécurité et de santé (PSS);
- le journal de coordination (JDCS);
- le dossier d'intervention ultérieure (DIU).

En fonction de la nature et de la surface des travaux, ils peuvent être « complets » ou « simplifiés ».

	PSS	JDCS	DIU
Ouvrages d'une surface inférieure à 500m² (1)			
Travaux dangereux (2) ou travaux de plus grande envergure (3)	Simplifié	Notification écrite	Simplifié
Travaux non dangereux ou de moins grande envergure	Convention écrite	Notification écrite	Simplifié
Ouvrages d'une surface de 500 m² ou plus:			
Travaux dangereux ou travaux de plus grande envergure	Complet	Complet	Complet
Travaux non dangereux ou de moins grande envergure	Simplifié	Notification écrite	Simplifié

(1) Calcul de la surface totale des travaux, voir chapitre 11.11.1.

(2) Travaux dangereux, voir chapitre 0.

(3) Travaux de grande envergure, voir chapitre 0.

Pour les compositions de ces documents sous format : simplifié et notification ou convention écrite, voir Annexe 1 de l'AR. Ci-dessous les composition complète du JDCS et du DIU.

11.3.1. Le journal de coordination sécurité & santé

Le journal de coordination est obligatoire pour tous les chantiers temporaires ou mobiles pour lesquels un coordinateur-projet ou un coordinateur-réalisation doit être désignés (AR, art. 31).

Le journal de coordination peut être un document distinct ou un ensemble de documents distincts; il peut aussi être combiné avec le journal des travaux ou avec d'autres documents qui ont une fonction équivalente (AR, art. 32).

Le journal de coordination est le document tenu par le coordinateur qui reprend les données et les annotations concernant la coordination et les événements sur le chantier. Les données et les remarques sont renseignées sur des pages numérotées ou enregistrées à l'aide d'un moyen technologique approprié rendant impossible tout écartement des données ou remarques mentionnées (AR, art. 33).

Le journal de coordination reprend les éléments suivant:

1. les noms et adresses des parties intervenantes, le moment de leur intervention sur le chantier et pour chacun d'eux, le nombre de travailleurs prévus sur le chantier ainsi que la durée prévue des travaux.
2. les décisions, constatations et événements qui sont important pour le projet ou la réalisation du chantier.

3. les remarques faites aux intervenants surtout celles concernant leurs éventuels comportements, actions, choix ou négligences qui sont contraires aux principes généraux de prévention et le suivi qui y a été donné par ces derniers
4. les remarques des entrepreneurs, complétées par le visa de la partie concernée
5. le suivi donné aux remarques des parties intervenantes et des représentants des employeurs qui sont importantes pour le projet ou la réalisation de l'ouvrage
6. les manquements des parties intervenantes au regard des règles générales de prévention, de l'application des règles et des mesures concrètes adaptées aux spécificités du chantier temporaire ou mobile, ou au regard du plan de sécurité et de santé
7. les rapports des réunions de coordination et, si nécessaire, de la structure de coordination
8. les accidents

11.3.2. Le dossier d'intervention ultérieure

Le dossier d'intervention ultérieure est le dossier qui contient les éléments utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs et qui est adapté aux caractéristiques de l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure est obligatoire sur tous les chantiers temporaires ou mobiles (AR, art. 34).

Le dossier d'intervention ultérieure contient les chapitres suivants:

- Les informations relatives aux éléments structurels et essentiels de l'ouvrage.
- Les informations relatives à la nature et l'endroit de dangers décelables ou cachés , notamment les conduits utilitaires incorporés
- Les plans qui correspondent effectivement à la réalisation et à la finition
- les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation, la maintenance et l'entretien de l'ouvrage
- l'information pour les exécutants de travaux ultérieurs prévisibles, notamment la réparation, le remplacement ou le démontage d'installations ou d'éléments de construction
- la justification pertinente des choix en ce qui concerne entre autres les modes d'exécution, les techniques, les matériaux ou les éléments architecturaux.

11.4. Annexe 4 : Lignes directrices pour le plan particulier de sécurité santé (PPSS)

Chaque entrepreneur est tenu de composer un document de sécurité et de santé qui s'applique aux activités qu'il prévoit y reprenant son mode opératoire, l'analyse de risques et les moyens de préventions qui seront mis en place.

Les mesures présentées et décrites dans ce document doivent être respectées et impliquent une responsabilité de l'employeur et de ses sous-traitants qui sont tenus d'appliquer les mêmes mesures.

Afin d'obtenir une analyse des risques claire, synoptique et complète des travaux prévus, la méthode des cinq colonnes est à recommander pour les activités qui comportent les plus grands risques. Une brève explication:

		Analyse des risques dans le cadre du plan S&S		Entrepreneur: Phase des travaux: Description des travaux: Page: /					
Activité	Instruments	Risques	G	P	E	R	Mesures	Observations	

Un aperçu schématique des activités prévues est réalisé pour les différentes phases des travaux assorties d'une description globale. Ces activités sont énumérées dans la **première colonne (Activité)**. Cette colonne doit également indiquer la manière dont les travaux seront exécutés (p.ex. travaux en hauteur ...).

La **deuxième colonne (Instruments)** indique les instruments utilisés pour les différentes activités (p.ex. élévateur à nacelle, ...).

A partir de l'activité, de la méthode d'exécution et des moyens utilisés, on peut identifier les risques prévisibles dans la **troisième colonne (Risques)**. Ces risques sont énumérés (p.ex. risque de chute, ...), les risques qui peuvent découler de l'exécution simultanée de travaux, essentiellement l'indication des risques pour les tiers, doivent également être énoncés.

Les **colonnes quatre à sept (G, P, E, R)** contiennent l'évaluation des risques permettant de quantifier les risques énoncés. Le chiffre de risque correspond aux risques sans mesures préventives. Les risques sont éventuellement revus par mesure de prévention mentionnée. Une liste des chiffres de risque se présente comme suit: l'analyse des risques de Graham Kinney se fonde sur un calcul du risque en multipliant les facteurs suivants entre eux: la gravité de la lésion potentielle (**G**), la probabilité que la lésion survienne (**P**) et l'exposition au danger (**E**):

$$\text{Risque (R)} = \text{Gravité (G)} \times \text{Probabilité (P)} \times \text{Exposition (E)}$$

Les codages suivants s'appliquent aux différents facteurs:

Gravité (G):	1	Signifiante:	Premiers secours peuvent être nécessaires
	3	Importante:	Incapacité de travail
	7	Considérable:	Lésion grave
	15	Très grave:	Un mort
	40	Sinistre:	Plusieurs morts
	100	Catastrophique:	Nombre élevé de morts
Probabilité (P):	0,1	Virtuellement impossible	
	0,2	Pratiquement impossible	
	0,5	Nihil:	Concevable mais très improbable
	1	Faible:	Faible éventualité
	3	Improbable:	Inhabituel mais possible
	6	50 / 50:	Bien possible, peut arriver
Exposition (E):	10	Presque certaine:	A prévoir de temps en temps
	0,5	Très rare:	Une fois par an
	1	Rare:	Quelques fois par an
	2	Inhabituelle:	Mensuellement
	3	Occasionnelle:	Hebdomadairement
	6	Régulière:	Quotidiennement pendant les heures de travail
	10	Continue	

<i>Risque (R)</i>		
0 ... 20	Risque acceptable	Pas de mesures nécessaires
20 .. 70	Risque possible	Attention requise
70 ... 200	Risque réel	Diminuer le risque
200 ... 400	Risque élevé	Diminuer immédiatement
400 ...	Risque très élevé	Arrêter les travaux

La **huitième colonne (Mesures)** comporte les mesures de prévention concrètes afin de répondre aux risques signalés. Face au risque, il doit y avoir une mesure de prévention ou de protection.

La dernière, **neuvième colonne (Observations)**, est prévue afin d'y noter des observations éventuelles concernant la législation, la documentation, les instructions, les directives internes, les procédures, ... et afin d'y indiquer les personnes ou entrepreneurs qui sont responsables pour l'activité ou la mesure de prévention donnée.

Le but de la description des mesures de prévention consiste à diminuer l'improvisation sur le chantier et à pouvoir procéder de manière efficace et économique sans qu'aucun incident ne se produise.

Il va de soi que les prescriptions définies dans l'analyse des risques dans le plan de sécurité et de santé doivent également être intégralement respectées.

Lorsque le ce document sécurité établi et transmis par les entrepreneurs est approuvé et accepté, toutes les modifications doivent être motivées et discutées avec le CS&S et MO/MOC.

11.5. Annexe 5 : Aspects sécurité du règlement de chantier

L'entrepreneur principal doit mettre en place un règlement de chantier. Le texte de ce règlement de chantier doit être écrit dans la langue maternel des travailleurs et des sous-traitant par l'entrepreneur principal. Ce règlement doit intégrer les mesures de prévention ci-dessous :

1. ORGANISATION DE LA PREVENTION ET DE LA PROTECTION

- 1.1. Le coordinateur- réalisation dirige la coordination de la sécurité et de la santé pour l'ensemble des travaux. Les conventions prises entre les différentes entreprises en matière de sécurité et de santé sur le chantier doivent d'abord être approuvées par le coordinateur-réalisation.
- 1.2. Avant d'entamer les travaux, chaque entreprise doit discuter avec le coordinateur-réalisation de son analyse des risques de l'entreprise lors d'une réunion d'introduction planifiée.
- 1.3. Les intervenants s'engagent à être présents lors de la réunion de coordination S & S périodique organisée par le coordinateur-réalisation.
- 1.4. Toute entreprise à qui un travail est attribué est tenue de désigner un responsable de la sécurité qui doit être présent lors des travaux sur le chantier. Le rôle de ce dernier consistera : à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité et à s'assurer que les travailleurs dont il a la charge détiennent les moyens nécessaires à la prévention des accidents tels que défini par ce PSS et par les lois en vigueur (Loi du 25/25/1996 et l'AR du 25/01/2001).
- 1.5. Toute entreprise prévoit l'organisation de formations en rapport avec la fonction sur le chantier avec tout son personnel durant lesquelles des sujets spécifiques en rapport avec la sécurité sont abordés et ce, au moins une fois par mois. Elle transmet une copie du rapport et de la liste de présence au coordinateur-réalisation.
- 1.6. Toute entreprise déclare que les travailleurs possèdent la formation/l'expérience professionnelle ainsi que les capacités physiques requises pour exécuter les tâches qui leur sont imposées (y compris les responsabilités dans la fonction de sécurité) et qu'ils utilisent le matériel adéquat en toute sécurité. A la demande du coordinateur-réalisation, l'entreprise soumet les pièces nécessaires pour preuve.
- 1.7. Les membres du personnel des entreprises peuvent uniquement se trouver sur les lieux de travail prévus pour eux.

2. PROCEDURES D'URGENCE

- 2.1. Chaque entreprise doit respecter les procédures établies par le coordinateur-réalisation en matière de premiers soins et d'accidents du travail.
- 2.2. Le jour des faits, un avis ainsi qu'un rapport d'examen de chaque accident du travail, incident ou dommage doivent être remis au coordinateur-réalisation par l'entrepreneur.
- 2.3. Toute entreprise équipe ses locaux des dispositifs légaux en matière d'extincteurs et de matériel pour les premiers soins.
- 2.4. L'entrepreneur s'assure que les premiers secours peuvent être prodigués à tout moment.
- 2.5. La présence permanente d'au moins une personne capable d'agir de façon adéquate en cas d'incendie est indispensable. Cette personne doit avoir une formation minimum lui permettant de manipuler les moyens d'extinction et de juger des situations dangereuses sur le chantier qui pourraient entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.
- 2.6. Chaque entreprise doit disposer de moyens d'extinction suffisants, adaptés et conformes. En accord avec le coordinateur-réalisation, un permis de feu est obligatoire pour certains travaux.

3. EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (E.P.I.)

- 3.1. Le port d'EPI adaptés, conformes à la législation en vigueur, est obligatoire pour TOUS sur le chantier.
- 3.2. Toute entreprise doit mettre, à ses frais, des EPI à la disposition de son personnel et/ou de ses visiteurs. Elle doit également contrôler leur utilisation et veiller à leur entretien et renouvellement au moment opportun.
- 3.3. Conformément à leur formation et aux instructions données, les travailleurs doivent utiliser correctement les EPI, les ranger à nouveau après utilisation et les entretenir.
- 3.4. Les travailleurs ne peuvent pas être exposés à des niveaux sonores nocifs. Des protections individuelles doivent être portées pour des travaux dont le niveau sonore excède 90 dB

4. EQUIPEMENTS DE PROTECTION COLLECTIVE (E.P.C.)

- 4.1. Pour prévenir les accidents du travail, chaque entreprise prévoira des EPC en cas de besoin. Le choix est déterminé sur la base des PRINCIPES DE PREVENTION définis au chapitre II « Principes généraux » de la Loi sur le bien-être où entre autres la préférence est donnée à la protection collective plutôt qu'à la protection individuelle. (4 août 1996 – Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (M.B. 18. 9. 1996) modifiée par la loi du 13.02.1998 (M.B. 19.02.1998)), tels que modifiés.
- 4.2. La pose et/ou la suppression des EPC est régie EN ACCORD avec le coordinateur-réalisation. Les EPC installés ne peuvent JAMAIS être enlevés sans que des protections de remplacement ou définitives ne soient mises en place.
- 4.3. Toute situation dangereuse ou nuisible pour la santé constatée sur le chantier doit être immédiatement rapportée au coordinateur-réalisation.

5. ORDRE ET PROPRETE

- 5.1. Chaque entreprise doit au moins quotidiennement nettoyer ses postes de travail et éliminer les déchets. Le coordinateur-réalisation peut charger des tiers de nettoyer les postes de travail aux frais de l'entreprise qui ne remplit pas ses obligations.
- 5.2. Les voies, passages et escaliers doivent être en tout temps exempts d'obstacles et d'entraves. Des conduites et câbles souples ne peuvent obstruer le passage. S'ils traversent un passage, ils doivent alors être protégés contre la dégradation.
- 5.3. En accord avec le coordinateur-réalisation, les matériaux doivent être empilés avec ordre et de manière stable ; ils doivent être protégés des influences climatiques, dans des zones prévues à cet effet.

6. ENVIRONNEMENT

- 6.1. La combustion des déchets est interdite sur le chantier.
- 6.2. L'élimination des déchets et/ou le conditionnement se fait conformément à la réglementation et/ou à la procédure reprise dans le PSS et/ou dans le PPSS de l'entreprise.
- 6.3. Des mesures appropriées doivent être prises pour lutter contre la pollution du sol, de l'air et de l'eau.

7. AMENAGEMENT DU CHANTIER

- 7.1. Le plan d'implantation se trouve pour information dans la farde sécurité sur le chantier.

Il mentionne au minimum les données suivantes :

- accès, voies, sens de roulage et parkings
- emplacement des conduites utilitaires (HT, BT, téléphone, eau, gaz,...)
- zones pour les installations sanitaires, le stockage du matériel, les ateliers,...
- lieu d'implantation des engins de levage et aire de giration
- tableaux de distribution électriques mis en place
- poste de premiers soins.

- 7.2. Chaque entreprise es tenue de mettre à la disposition de ses travailleurs les installations sanitaires prévues par la loi (C.C.T. du 05.01.1984 –A.R. du 01.05.1984- R.G.P.T. art.76 et suivants) et de les entretenir journallement (voir accord avec l'entrepreneur général). Les repas peuvent uniquement être consommés dans les installations prévues à cet effet.
- 7.3. L'utilisation de l'installation de l'entrepreneur général est en principe interdite aux tiers à moins qu'une convention réciproque n'ait été signée.
- 7.4. L'emplacement des bureaux de chantier, des réfectoires, des vestiaires, des installations sanitaires, des entrepôts,...peut uniquement se faire conformément au plan d'implantation et en concertation avec le coordinateur-réalisation.

8. INSTALLATION ELECTRIQUE

- 8.1. Conformément au R.G.I.E., l'installation électrique sera contrôlée par un organisme agréé. Toute anomalie doit IMMEDIATEMENT être rapportée au coordinateur-réalisation.
- 8.2. Les tableaux de distribution doivent toujours être fermés. Leur raccordement ne peut se faire qu'avec des fiches adéquates. Tous les raccords (fiche/prise) doivent pouvoir être utilisés par temps humide, minimum IP 44.
- 8.3. Les câbles doivent toujours être suspendus et/ou protégés contre des dégâts éventuels.
- 8.4. Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de ses postes de travail. Cet éclairage doit être réalisé conformément à la législation en vigueur. L'entrepreneur principal organise l'éclairage général et l'éclairage de secours éventuel.

9. EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET ACCESSOIRES

- 9.1. Seul le matériel électrique conforme au R.G.I.E. peut se trouver sur le chantier et être raccordé aux tableaux de distribution prévus à cet effet.
- 9.2. Toute entreprise doit marquer ses équipements de travail pour pouvoir les identifier. L'identification doit être décrite dans l'analyse des risques de l'entreprise.
- 9.3. Les équipements de travail doivent être appropriés pour le travail à effectuer et être régulièrement contrôlés par une personne compétente de manière à garantir en tout temps la sécurité et la santé lors de leur utilisation. A la demande du coordinateur-réalisation, les indications d'utilisation ainsi que les instructions en matière de sécurité et de santé doivent pouvoir être présentées.
- 9.4. En cas d'utilisation d'équipements de travail appartenant à des tiers, l'UTILISATEUR est responsable de la sécurité qui en découle.
- 9.5. Lors de l'utilisation d'engins de levage, les dispositions spécifiques suivantes sont d'application :
 - a. Tous les appareils et accessoires de levage ainsi que les engins de terrassement utilisés pour lever des charges qui sont amenés sur le chantier, doivent être pourvus d'une attestation de contrôle valable.
 - b. Une copie des attestations de contrôle doit être remise au coordinateur-réalisation avant d'utiliser ces appareils. A défaut, le coordinateur a le droit de mettre les appareils hors service.
 - c. Lors de l'utilisation de plusieurs appareils de levage avec des flèches qui s'interfèrent une procédure d'utilisation doit être rédigée en concertation avec le coordinateur-réalisation.
- 9.6. Les échelles sont toujours en bon état (sans dommages et stables) et pourvues de dispositifs antidérapants adaptés. Elles sont montées sur un sol de bonne qualité et résistant. Elles sont toujours fixées lorsqu'elles servent d'échelles d'accès ou lorsque l'échelle compte 25 échelons ou plus et dépasseront d'1m les surfaces d'accès.
- 9.7. Lors de l'utilisation d'échafaudages, les dispositions spécifiques de l'AR du 31 08 2005 sur équipement de travail pour travail en hauteur sont d'application
 - a. Tout échafaudage à partir de 2 mètres de hauteur doit être pourvu de garde-corps, de lisses intermédiaires et de plinthes. Le plancher de travail doit être jointif, càd qu'il n'existe pas d'espace dangereux entre les planches et la plinthe et qu'il est suffisamment résistant compte tenu des charges.

- b. L'accès aux planchers de travail se fait au moyen d'escaliers (crinolines) ou d'échelles interne à l'échafaudage.
- c. Avant la mise en service et au moins une fois par semaine, l'échafaudage est contrôlé par une personne compétente de l'entreprise.

10. PRODUITS DANGEREUX

- 10.1. Tous les produits sur le chantier doivent être étiquetés de façon réglementaire. L'emploi de produits combustibles, toxiques ou autres produits dangereux doit être mentionné dans l'analyse des risques de l'entreprise.
- 10.2. Le stockage de produits et l'élimination du conditionnement doivent se faire conformément à la législation en vigueur et en accord avec le coordinateur-réalisation.
- 10.3. Une copie de la fiche de sécurité et de santé (fiche chimique ou fiche M.S.D.S/ Material Safety Data Sheet.) des produits utilisés doit être remise au coordinateur. La fiche comprend au minimum :
 - a. le nom du fabricant
 - b. les propriétés physiques
 - c. les caractéristiques particulières
 - d. les dangers/phénomènes
 - e. la prévention
 - f. les substances d'extinction/premiers soins/évacuation
- 10.4. Si des travaux sont effectués et qu'ils produisent un dégagement de vapeur/gaz toxiques ou irritants, il y a lieu de le signaler dans les risques de l'entreprise. En accord avec le coordinateur-réalisation, des mesures sont reprises pour éliminer de manière efficace les vapeurs/gaz (installation d'aspiration...).

11. TRAVAUX AVEC FLAMME NUE

- 11.1 Avant de commencer des travaux avec une flamme nue, l'entreprise demande à son conseiller en prévention si un permis de feu est requis.
- 11.2 La manutention des bouteilles de gaz se fait avec le plus grand soin. Les bouteilles de gaz vides et celles qui ne sont pas utilisées sont stockées à la verticale à un endroit fixe en dehors du bâtiment ; elles sont attachées, pourvues d'une coiffe de protection et placées à l'abri du soleil.
- 11.3 En cas d'utilisation, les bouteilles d'oxygène et de gaz combustible sont placées à la verticale ou en biais de manière à former un angle minimum de 35°. Elles sont montées de préférence sur un chariot porte-bouteilles. En fin de journée, les bouteilles de gaz sont refermées et les tuyaux et manomètres sont déconnectés. Elles ne peuvent en aucun cas se trouver dans un espace confiné (excavation, tranchées) et doivent être stockées de façon adéquate (voir règlement de stockage en vigueur).
- 11.4. Un extincteur ABC de 6kg minimum est obligatoire lors des travaux effectués avec une flamme nue

11.6. Annexe 6 : Documents de travail

N°	Aperçu des documents
1	Pré-job meeting : Consignes de S&S
2	Enregistrement toolbox meeting
3	Rapport d'incident
4	Liste de self-audit
5	Formulation de remarques
6	Déclaration d'intention de sécurité-santé
7	Fiche d'identification pour entrepreneurs
8	Analyse de PPSS pour entrepreneur

11.6.1. Document de travail 1: Pré-job meeting: Consignes de S&S

Pré-job meeting: Consignes de S&S	Document de travail 1																																																															
<p>Activité / Phase :</p> <p>Par la présente, le soussigné,, responsable de l'entreprise principale : déclare avoir transmis et expliqué aux travailleurs et aux sous-traitants, avant le début des travaux, les consignes de sécurité indiquées dans le plan de sécurité, le plan particulier de sécurité, le règlement de chantier et la réglementation.</p> <p>Explication faite le</p> <p>Par:</p> <p>Signature :</p> <p>Les personnes suivantes étaient présentes et ont compris l'explication des prescriptions de sécurité.</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">Nom</th> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">Fonction</th> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> <tr><td>.....</td><td>.....</td><td>.....</td></tr> </tbody> </table> <p><i>En annexe le document approuvé par le conseiller en prévention de l'entreprise (risques, mesures de prévention que chaque travailleur a reçu</i></p> <p>Conseiller en prévention :</p> <p>Signature :</p>		Nom	Fonction	Signature
Nom	Fonction	Signature																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														
.....																																																														

[illegible]

11.6.3. Document de travail 3: Rapport d'incident

Rapport d'incident	Document de travail 3 Page 1/4
Numéro d'incident:	
<p>1. <u>Information générale</u></p> <p>Date: Lieu:</p> <p>Heure:</p> <p>Intéressé: Nom: Adresse: Téléphone:</p> <p>Employeur: Nom: Adresse: Téléphone: Personne de contact:.....</p> <p>Type d'incident:</p> <p><input type="radio"/> Accident avec empêchement de travail</p> <p><input type="radio"/> Incident avec dommages à la propriété</p> <p><input type="radio"/> Accident sans empêchement de travail</p> <p><input type="radio"/> Incident environnemental</p> <p><input type="radio"/> Quasi-accident</p> <p><input type="radio"/> Risque sérieux</p> <p><input type="radio"/> Soins</p> <p>Secours extérieur:</p> <p><input type="radio"/> Ambulance (appelée par:)</p> <p><input type="radio"/></p>	
<p>2. <u>Brève description de l'incident</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
<input type="radio"/> Cocher si d'application	

Rapport d'incident	Document de travail 3 Page 2/4		
<p>3 <u>Motif de l'incident</u></p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> <input type="radio"/> Utilisation d'outils <input type="radio"/> Déplacement d'objets <input type="radio"/> Actionnement de machines <input type="radio"/> Maniement de produits <input type="radio"/> Montage / démontage <input type="radio"/> Echafaudage <input type="radio"/> Monter / descendre <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/> </td> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> <input type="radio"/> Conduite de véhicules <input type="radio"/> Travailler en hauteur <input type="radio"/> Souder / brûler <input type="radio"/> Nettoyer <input type="radio"/> Creuser <input type="radio"/> Prendre des échantillons <input type="radio"/> Vidanger / rincer <input type="radio"/> Désassemblage de jonctions </td> </tr> </table>		<input type="radio"/> Utilisation d'outils <input type="radio"/> Déplacement d'objets <input type="radio"/> Actionnement de machines <input type="radio"/> Maniement de produits <input type="radio"/> Montage / démontage <input type="radio"/> Echafaudage <input type="radio"/> Monter / descendre <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Conduite de véhicules <input type="radio"/> Travailler en hauteur <input type="radio"/> Souder / brûler <input type="radio"/> Nettoyer <input type="radio"/> Creuser <input type="radio"/> Prendre des échantillons <input type="radio"/> Vidanger / rincer <input type="radio"/> Désassemblage de jonctions
<input type="radio"/> Utilisation d'outils <input type="radio"/> Déplacement d'objets <input type="radio"/> Actionnement de machines <input type="radio"/> Maniement de produits <input type="radio"/> Montage / démontage <input type="radio"/> Echafaudage <input type="radio"/> Monter / descendre <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Conduite de véhicules <input type="radio"/> Travailler en hauteur <input type="radio"/> Souder / brûler <input type="radio"/> Nettoyer <input type="radio"/> Creuser <input type="radio"/> Prendre des échantillons <input type="radio"/> Vidanger / rincer <input type="radio"/> Désassemblage de jonctions		
<p>4. <u>Circonstances de l'incident</u></p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> <input type="radio"/> Fuite <input type="radio"/> Incendie / explosion <input type="radio"/> Pollution environnementale <input type="radio"/> Transport <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/> </td> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> <input type="radio"/> Objet tombant <input type="radio"/> Electrique <input type="radio"/> Vandalisme <input type="radio"/> Manipulation dangereuse <input type="radio"/> Travaux de levage </td> </tr> </table>		<input type="radio"/> Fuite <input type="radio"/> Incendie / explosion <input type="radio"/> Pollution environnementale <input type="radio"/> Transport <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Objet tombant <input type="radio"/> Electrique <input type="radio"/> Vandalisme <input type="radio"/> Manipulation dangereuse <input type="radio"/> Travaux de levage
<input type="radio"/> Fuite <input type="radio"/> Incendie / explosion <input type="radio"/> Pollution environnementale <input type="radio"/> Transport <input type="radio"/> Glisser / tomber / trébucher <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Objet tombant <input type="radio"/> Electrique <input type="radio"/> Vandalisme <input type="radio"/> Manipulation dangereuse <input type="radio"/> Travaux de levage		
<p>5. <u>Lésion</u></p> <p>Premier assistant:</p> <p>Traitement médical:</p> <p>Nature de la lésion:</p> <p>Date de rétablissement (estimé):</p> <p>Date de rétablissement (effectif):</p> <p>Remarque:</p>			
<p>6. <u>Résultats de l'examen d'accident et analyse</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>			
<input type="radio"/> Cocher si d'application			

Rapport d'incident	Document de travail 3 Page 3/4
<p>7. <u>Cause</u></p> <p>Cause directe:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> Manque de communication <input type="radio"/> Observation insuffisante des règles ou procédures <input type="radio"/> Signalisation de sécurité insuffisante <input type="radio"/> Non-respect ou non-utilisation de la signalisation de sécurité <input type="radio"/> Manipulation incorrecte <input type="radio"/> Equipements de protection individuelle insuffisants <input type="radio"/> Non-utilisation d'équipements de protection individuelle <input type="radio"/> Influence d'alcool ou de drogues <input type="radio"/> Outils ou machines défectueux ou en panne <input type="radio"/> Utilisation incorrecte d'outils ou de machines <input type="radio"/> Milieu de travail <input type="radio"/> Ordre et propreté <input type="radio"/> Accès <input type="radio"/> Facteurs externes, tiers, conditions atmosphériques <input type="radio"/> <p>Cause sous-jacente:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> Inaptitude physique ou mentale <input type="radio"/> Manque de connaissances <input type="radio"/> Surmenage <input type="radio"/> Motivation insuffisante <input type="radio"/> Contrôle insuffisant <input type="radio"/> Prudence insuffisante <input type="radio"/> Planning ou organisation insuffisants <input type="radio"/> Procédures ou prescriptions insuffisantes <input type="radio"/> Conception ou technique erronées <input type="radio"/> Entretien ou inspection insuffisants <input type="radio"/> 	
<p>8. <u>Conclusions et recommandations</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
<p><input type="radio"/> Cocher si d'application</p>	

Plan de Sécurité et de santé (PSS)
Coordinateur de sécurité – Ir. Stéphane Noël
Noël PSS Port de Bruxelles CSC1223 Travaux de dragage.doc

11.6.4. Document de travail 4: Liste de self-audit Sécurité

Liste de self-audit Sécurité		Document de travail 4 Page 1/3
Date d'inspection :	Inspection par :	Entrepreneur :
ORDRE ET PROPRETE DU CHANTIER <input type="checkbox"/> Les couloirs, les escaliers sont-ils praticables et propres? <input type="checkbox"/> L'entreposage des matériaux est-il sûr? <input type="checkbox"/> Conteneurs à ordures, les déchets sont-ils séparés? <input type="checkbox"/> L'éclairage sur place est-il en ordre? <input type="checkbox"/> La ventilation est-elle suffisante? <input type="checkbox"/> Les extincteurs sont-ils accessibles? <input type="checkbox"/> ...	INSTRUMENTS DE SECOURS <input type="checkbox"/> Stockage de gaz conformément au R.G.P.T. 313/318 <input type="checkbox"/> Extincteur sur charrette à bouteilles <input type="checkbox"/> Les cylindres sont-ils placés debout et sont-ils arrimés? <input type="checkbox"/> Contrôle de l'outillage, des machines, ... - Condition - Isolation <input type="checkbox"/> ...	
EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE <input type="checkbox"/> Casque de protection (Art. 54-60) <input type="checkbox"/> Protection oculaire <input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité <input type="checkbox"/> Vêtements de protection, gants <input type="checkbox"/> Protection anti-chute, ligne (Art. 158) <input type="checkbox"/> Protection de l'ouïe <input type="checkbox"/> Protection des voies respiratoires <input type="checkbox"/> Prévention risque de chute (Art. 42 - Art. 269) <input type="checkbox"/> ...	ECHAFAUDAGES, ECHELLES, ESCALIERS <input type="checkbox"/> L'échafaudage est-il contrôlé? <input type="checkbox"/> L'échafaudage est-il pourvu d'un autocollant de contrôle? <input type="checkbox"/> L'échafaudage est-il exempt de matériaux? <input type="checkbox"/> La protection anti-chute est-elle en bon état ? <input type="checkbox"/> Implantation correcte et sûre - Blocage - Cadre, échelle, verrouillage existant - Echelle de longueur suffisante <input type="checkbox"/> ...	
SECOURISME <input type="checkbox"/> La boîte de secours est-elle complète? <input type="checkbox"/> Le contenu est-il propre? <input type="checkbox"/> Y a-t-il un brancard? <input type="checkbox"/> Les numéros de téléphone des services d'urgence ont-ils été indiqués? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des couvertures? <input type="checkbox"/> ...	INSTRUMENTS DE LEVAGE, APPAREILS DE LEVAGE <input type="checkbox"/> Un livre de grue est-il présent et en ordre? <input type="checkbox"/> Les certificats des matériels de levage sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> Les indications se trouvent-elles de manière lisible sur: palan, élingue, bande, fermeture, ... <input type="checkbox"/> Visuellement en ordre? <input type="checkbox"/> Le conducteur est-il en possession d'un certificat? <input type="checkbox"/> ...	
ELECTRICITE <input type="checkbox"/> L'installation électrique est-elle en bon état? <input type="checkbox"/> Le bouton poussoir d'arrêt d'urgence / le boîtier sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> Les câbles prolongateurs, les fiches, ... sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> Une prise de terre est-elle placée ? <input type="checkbox"/> L'outillage électrique est-il en ordre? <input type="checkbox"/> L'appareillage à incandescence est-il en ordre? <input type="checkbox"/> Les générateurs sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> Les transformateurs de soudage sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> ...	PRODUITS CHIMIQUES <input type="checkbox"/> Les inscriptions par produit sont-elles présentes? <input type="checkbox"/> L'étiquetage de danger est-il correct? <input type="checkbox"/> Y a-t-il un système de réception lors de renversements? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des équipements de protection? <input type="checkbox"/> L'entreposage est-il conforme à la législation? <input type="checkbox"/> Y a-t-il un entrepôt pour déchets chimiques? <input type="checkbox"/> ...	
VOIES, TERRAINS, TRAFIC <input type="checkbox"/> Y a-t-il un voligeage? <input type="checkbox"/> A-t-on placé une signalisation (de jour)? <input type="checkbox"/> A-t-on placé une signalisation (de nuit)? <input type="checkbox"/> L'éclairage de rue est-il suffisant? <input type="checkbox"/> Le barrage de la route est-il signalé? <input type="checkbox"/> Une clôture a-t-elle été placée pour les travaux de terrassement? <input type="checkbox"/> Un talus ou mur de soutènement est-il nécessaire? <input type="checkbox"/> ...	AUTRES POINTS DE SECURITE <input type="checkbox"/> L'entreposage du propane-butane est-il conforme? <input type="checkbox"/> Les sorties de secours sont-elles indiquées? <input type="checkbox"/> Le permis de travail, les instructions, ... sont-ils en ordre? <input type="checkbox"/> Faut-il une palissade sur les hauteurs? <input type="checkbox"/> ...	

☒ = Correct
 ☐ = Non acceptable
 ☐ = Ne s'applique pas

Liste de self-audit Sécurité		Document de travail 4 Page 2/3
Date d'inspection :	Inspection par :	Entrepreneur :
BUREAU, REfectoire, VESTIAIRES, SALLES D'EAU OU LOCAUX SANITAIRES <input type="checkbox"/> Le bâtiment se trouve-t-il suffisamment loin du bord de la route? <input type="checkbox"/> La distance est-elle suffisante? <input type="checkbox"/> L'ordre et la propreté à l'entour du logement sont-ils irréprochables? <input type="checkbox"/> Peut-on accéder de façon sûre aux entrées, y a-t-il un éclairage? <input type="checkbox"/> Les portes de secours sont-elles munies d'une fermeture anti-panique? <input type="checkbox"/> Le pictogramme sortie de secours a-t-il été placé? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des extincteurs (6 kg par 30 m²)? <input type="checkbox"/> Y a-t-il une boîte de secours? <input type="checkbox"/> Le chauffage électrique a-t-il été installé avec réglage thermostatique? <input type="checkbox"/> Le chauffage électrique n'est-il pas recouvert? <input type="checkbox"/> Le disjoncteur est-il accessible? <input type="checkbox"/> L'installation électrique est-elle conforme? <input type="checkbox"/> ...		
HYGIENE <input type="checkbox"/> Bureau (sol, cendrier, corbeille à papier, fenêtres) <input type="checkbox"/> Réfectoire (tables, réfrigérateur, machines, aération, déchets) <input type="checkbox"/> Salles d'eau et vestiaires (aération, lavabos et douche, raccordement d'égout) <input type="checkbox"/> Locaux sanitaires (propreté générale, raccordement d'égout) <input type="checkbox"/> Entrepôt (entreposage, chemins, instruments de déchargement et appareils de levage) <input type="checkbox"/> ...		
CONTENEUR POUR STOCKAGE DE MATERIAUX <input type="checkbox"/> Accessible de façon sûre? <input type="checkbox"/> L'installation électrique est-elle conforme? <input type="checkbox"/> Les étagères sont-elles bloquées contre le renversement? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des substances inflammables ou explosives dans le conteneur? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des extincteurs (6 kg par 30 m²)? <input type="checkbox"/> ...		
BARAQUES <input type="checkbox"/> La baraque a-t-elle un sol plat? <input type="checkbox"/> L'accès est-il sûr pour les personnes et le matériel? <input type="checkbox"/> L'installation électrique est-elle conforme? <input type="checkbox"/> Y a-t-il une prise de terre? <input type="checkbox"/> Si la baraque tient également lieu de poste de travail, y a-t-il une porte de secours? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des extincteurs (6 kg par 30 m²)? <input type="checkbox"/> ...		
CONTENEUR UTILISE COMME POSTE DE TRAVAIL <input type="checkbox"/> Est-il conforme au R.G.P.T.? <input type="checkbox"/> L'aération mécanique est-elle suffisante hauteur interne - 180 cm? <input type="checkbox"/> Y a-t-il de l'éclairage? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des extincteurs (6 kg par 30 m²) ? <input type="checkbox"/> Le local est-il exempt de liquides inflammables et de gaz? <input type="checkbox"/> Le sol est-il propre? <input type="checkbox"/> L'entrée est-elle bien accessible? <input type="checkbox"/> ...		
<input checked="" type="checkbox"/> = Correct ■ = Non acceptable □ = Ne s'applique pas		

Liste de self-audit Sécurité		Document de travail 4 Page 3/3
Date d'inspection :	Inspection par :	Entrepreneur :
TRAVAUX DE TERRASSEMENT <input type="checkbox"/> Les canalisations souterraines sont-elles localisées et signalées? <input type="checkbox"/> Les canalisations souterraines sont-elles hors service? <input type="checkbox"/> Les passages sont-ils gardés libres? <input type="checkbox"/> Le stockage du matériel est-il sûr? <input type="checkbox"/> ...	TRAVAUX DE DEMOLITION <input type="checkbox"/> Les personnes sont-elles protégées contre le bruit? <input type="checkbox"/> Les personnes et l'entourage sont-ils protégés contre la chute d'objets? <input type="checkbox"/> Les appareils de levage et leurs accessoires sont-ils contrôlés? <input type="checkbox"/> Les charges sont-elles arrimées par des travailleurs ou opérateur machine expérimentés et formés? <input type="checkbox"/> Les passages sont-ils libres ou protégés? <input type="checkbox"/> Les ouvertures sont-elles délimitées par une palissade fixe? <input type="checkbox"/> Le stockage et le transport des déchets se font-ils de manière ordonnée? <input type="checkbox"/> ...	
TRAVAUX SUR DIFFERENTS NIVEAUX <input type="checkbox"/> Passages adaptés au-dessus des puits? <input type="checkbox"/> Passages adaptés autour des puits? <input type="checkbox"/> Protection contre affaissement de terrain? - calcul de stabilité - protection contre l'effritement - mise en place d'étaçons <input type="checkbox"/> ...	DRAINAGE <input type="checkbox"/> Les puits sont-ils comblés? <input type="checkbox"/> Les canalisations donnent-elles lieu à un danger de trébuchement? <input type="checkbox"/> ...	
TRAVAUX DE BETONNAGE <input type="checkbox"/> Y a-t-il des dispositions pour un accès sûr aux endroits qui se trouvent à l'étroit? <input type="checkbox"/> Utilisation d'éléments de coffrage stables (de préférence métalliques) <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ...	TRAVAUX DE LEVAGE <input type="checkbox"/> Tous les risques ont-ils été examinés? - déconnexion de l'installation - vidage de l'installation - passages libres - capacités et mobilité <input type="checkbox"/> Les accès sont-ils coupés? <input type="checkbox"/> Les passages restent-ils sûrs? <input type="checkbox"/> Y a-t-il un machiniste breveté? <input type="checkbox"/> ...	
SONDAGE <input type="checkbox"/> Utilisation de matériel efficace et approprié <input type="checkbox"/> Les données se trouvent-elles sur le plan? <input type="checkbox"/> Les canalisations sont-elles indiquées? <input type="checkbox"/> ...	MACHINES / MATERIEL <input type="checkbox"/> Une installations soumise à contrôle a-t-elle été contrôlée? <input type="checkbox"/> Les machines sont-elles toutes en bon état? <input type="checkbox"/> L'installation électrique est-elle en ordre? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ...	
MANIPULATIONS <input type="checkbox"/> L'installation est-elle vidée? <input type="checkbox"/> Les vannes sont-elles fermées et le danger est-il signalé? <input type="checkbox"/> Les produits dangereux sont-ils sûrs? - sont-ils efficacement groupés - y a-t-il une signalisation de danger - les mesures de prévention sont-elles indiquées <input type="checkbox"/> Y a-t-il un contrôle efficace pour l'utilisation?	ELECTRICITE <input type="checkbox"/> L'installation est-elle contrôlée pour mise en service? <input type="checkbox"/> Une installation sous tension est-elle signalisée? <input type="checkbox"/> Une installation prête à démarrer est-elle signalée? <input type="checkbox"/> Y a-t-il des interventions avec cadenas personnel? <input type="checkbox"/> Y a-t-il une signalisation "DEFENSE DE CONNECTER" ? <input type="checkbox"/> ...	

☒ = Correct
 ☐ = Non acceptable
 ☐ = Ne s'applique pas

11.6.5. Document de travail 5: Formulation de remarques

Formulation de remarques	Document de travail 5
<p>Le soussigné,, de l'entreprise, souhaite formuler une remarque auprès de la direction de chantier. La direction de chantier s'oblige à apporter une réponse à chaque remarque qui est formulée par cette voie</p> <p><u>Remarque</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Date:</p> <p>Nom et signature de l'entrepreneur:</p> <p>Pour:</p>	
<p><u>Suites</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Date:</p> <p>Nom et signature de la direction de chantier:</p> <p>Pour:</p>	

11.6.6. Document de travail 6: Déclaration d'intention de sécurité santé

Je soussigné, gérant de l'entreprise....., n° d'entreprise : déclare être informé, au cas où 2 entreprises sont occupées simultanément ou successivement sur le chantier, que je ne peux pas commencer les travaux tant qu'un Coordinateur de Sécurité et de Santé n'est pas désigné.

J'aiderai le CS&S dans sa mission.

Je déclare avoir reçu et lu le plan de sécurité santé (PSS) établi par S.H.A. sprl et relatif à ce projet (voir en-tête). Ce PSS inclut un règlement de travail (aspects sécurité), les risques et mesures de prévention du risque et instructions de sécurité à respecter par les travailleurs sur ce chantier.

Cette analyse de risque n'est pas exhaustive (imprévus,...) et doit être complétée par notre entreprise par notre Plan Particulier de Sécurité et Santé (PPSS) qui indique les risques qui sont spécifiques à notre entreprise sur ce chantier. Notre PPSS a comme but de répondre aux exigences du PSS du CS&S et d'intégrer les prescriptions de sécurité à notre façon d'exécuter les travaux.

Pour nous, la sécurité sur chantier et une journée sans accident de travail est essentielle. Aussi, je m'engage à faire respecter les prescriptions de sécurité par nos travailleurs et ceux de nos sous-traitants.

Je m'engage avant le début des travaux :

- à informer notre Conseiller en prévention (ou un conseiller extérieur compétent) du contenu du PSS et à lui demander de collaborer à ou d'établir (s'il n'existe pas), le plan particulier de sécurité et de santé spécifique émanant du plan d'action annuel de notre entreprise en matière de sécurité et santé.
- à joindre le PSS du CS&S et notre PPSS au contrat que je passerais avec mes sous-traitants

Je m'engage pendant les travaux :

- lors de l'accueil de chaque travailleur (ceux de notre société et ceux de nos sous-traitants) sur chantier, à communiquer aux travailleurs dans leur langue et sous forme d'instructions écrites les prescriptions du PSS et de notre Plan Particulier de sécurité ainsi que le règlement de travail du chantier. Un travailleur qui n'a pas reçu l'accueil et signé le document d'accueil ne peut pas travailler.
- en cours de chantier, à communiquer à chaque travailleur les instructions en matière de sécurité qui nous sont communiquées par le Maître d'Ouvrage, l'Architecte ou le Coordinateur de Sécurité, notre Conseiller en prévention,... lors de leur visites, mail,...

Je m'engage :

- à mettre en œuvre les moyens nécessaires en matériel (équipement de protection collective, équipement de protection individuelle,...), en organisation, en communication,...) pour faire respecter par nos travailleurs et ceux de nos sous-traitants les prescriptions en matière de sécurité et santé des travailleurs au travail du PSS et ce qui précède

Lu et approuvé,

Le Gérant / Administrateur de l'entreprise :

Nom / prénom :

Fonction exacte : ;

Signature :

Date :

O En annexe, notre Plan Particulier de Sécurité visé par notre Conseiller en prévention

11.6.7. Document de travail 7: Fiche d'identification pour entrepreneur

Fiche d'identification pour entrepreneur. Entreprise	Document de travail 7 Page 1/3
<p>Le soussigné déclare au maître d'ouvrage avoir reçu le présent plan de sécurité et de santé et s'y conformer. L'entrepreneur confirme qu'il a pris connaissance de et qu'il respectera et fera respecter par ses travailleurs et ceux de ses sous-traitants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réglementation en vigueur • les dispositions de son propre plan particulier de sécurité • les dispositions du règlement de chantier 	
<p>Les données d'identification suivantes valent pour l'exécution des travaux</p> <p>Entreprise : Nom:</p> <p> Adresse:</p> <p> Téléphone: Fax:</p> <p> ONSS:</p> <p> TVA:</p> <p> Date de commande :</p> <p> Nature des travaux:</p> <p> Date de commencement probable:</p> <p> Date d'achèvement probable:</p> <p> Nombre de travailleurs prévus sur le chantier:</p> <p> Nombre de véhicules de chantier prévus sur le chantier:</p>	

Fiche d'identification pour l'entreprise. Entreprise :	Document de travail 7 Page 2/3
<p>Chef d'entreprise:</p> <p>Nom:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Conseiller en prévention:</p> <p>Nom:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Chef de projet:</p> <p>Nom:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Chef de chantier:</p> <p>Nom:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Expert en sécurité sur le chantier:</p> <p>Nom:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Premier secouriste (présent sur le chantier):</p> <p>Nom:</p> <p>Brevet:</p> <p>Moyens:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	
<p>Assureur accidents du travail:</p> <p>Nom:</p> <p>Adresse:</p> <p>Téléphone: Fax:</p>	

Fiche d'identification pour l'entreprise . Entreprise :	Document de travail 7 Page 3/3
Médecin du travail: Nom: Téléphone: Fax: <i>En cas de service externe:</i> Nom: Adresse: Téléphone: Fax:	
Identification des sous-traitants: Nom: Adresse: Chef d'entreprise: Téléphone: Fax:	
Identification des sous-traitants: Nom: Adresse: Chef d'entreprise: Téléphone: Fax:	
Identification des sous-traitants: Nom: Adresse: Chef d'entreprise: Téléphone: Fax:	
Date: Signature:	

11.6.8. Document de travail 8: Analyse de PPSS pour entrepreneur

Analyse de PPSS pour entrepreneur.				Document de travail 8 Page 1/2				
Observations sur le PPSS remis le (JJ-MM-AA) :								
A l'attention du chef de projet (sous-traitant + prénom + nom) :								
Vous avez la responsabilité <ul style="list-style-type: none"> a) de nous renvoyer ce document de remarques contresigné par votre conseiller en prévention pour réception. b) de répondre aux observations ci-dessous en adaptant votre plan particulier de sécurité santé (PPSS). c) de nous renvoyer par mail votre PPSS corrigé et contresigné par votre conseiller en prévention. 								
Rappel : voir Plan Sécurité Santé (PSS) SHA pour complément d'informations <ul style="list-style-type: none"> - Chaque entrepreneur/sous-traitant est tenu de composer son propre PPSS qui s'applique aux activités qu'il prévoit. - Ce dernier a pour objectif de procéder à un inventaire et à une évaluation complets des risques escomptés de l'entrepreneur au cours de l'exécution du projet. - Cela afin de proposer préventivement des mesures de protection et des équipements de protection. - Les mesures qui sont présentées et décrites dans le PSS et le PPSS doivent être respectées. - Elles impliquent une responsabilité de l'employeur et de ses sous-traitants qui sont susceptibles de travailler sous le coup des mêmes mesures descriptives 				Bon	Insuffisant	manquant	A compléter	remarque
1. L'identification de l'entreprise (nom et coordonnées) :								
a. Personnes qui font partie de la hiérarchie sur le chantier (organigramme)								
b. Le conseiller en prévention								
c. La langue de toute communication interne et externe								
d. La compagnie d'assurance et les assurance-loi								
2. Le nom et les coordonnées de la personne de contact (chef de chantier)								
3. L'organisation des premiers secours sur le chantier :								
a. <u>N° urgence</u> – procédure d'évacuation								
b. Liste des secouristes								
c. <u>Trousse de secours</u> – civières - autre								
4. La nature des travaux dans le cadre de ce projet								
5. Un échelonnement des travaux, y compris le timing prévu des travaux								
6. Les résultats de l'analyse des risques et les mesures de prévention :								
a. Aménagement de chantier : clôture – accès – circulation - installation								
b. Interférence avec public								
c. Communication : Kick-off meetings - Toolbox meeting - Encadrement								
d. Manutention : balisage - matériel utilisé levage - élinguage								
e. Distribution électrique : matériel IP44 – conformité - éclairage								
f. Risque de chute : accès poste hauteur - protections collectives - échafaudages								
g. Lutte contre le bruit								
h. Lutte les poussières								
i. Aération								

j. EPI : <u>casque – lunettes – vêtements couvrants – chaussures de sécurité – vareuse fluo</u> - harnais et matériel antichute					
k. Prévention et lutte contre l'incendie : <u>extincteur</u> – détection incendie					
l. Sous-traitant					
l. Consignation					
7. Le nombre de travailleurs dans le cadre de ce projet					
Analyse de PPSS pour entrepreneur.	Document de travail 8 Page 2/2				
8. Le nom et les coordonnées de l'expert en sécurité sur le chantier (si nbre travailleurs >50)					
9. La nature et la quantité des produits stockés					
10. La nature et la quantité des machines qui se trouveront sur le chantier					
11. Les fiches S&S des produits stockés					
12. Des rapports valides de contrôles légalement obligatoires					
13. Des rapports valides de mentions légalement obligatoires					
14. Des plans d'implantation de zones qui sont réservées à l'intervenant					
15. La preuve de l'examen médical pour des fonctions de sécurité					
16. D'autres documents éventuels qui présentent une importance pour la sécurité:					
a. Plans d'élévation pour grues mobiles et grues à tour					
b. Description et mesures de protection de sources radioactives					
c. Catégorie de danger pour appareils à rayon laser					
d. Fiches d'instructions de sécurité concernant l'utilisation de machines.					

11.7. Annexe 7 : Règlements de référence

Cette liste est non-exhaustive et à titre informatif :

1. Dernière édition du Règlement Général pour la Protection du Travail.
2. Loi du 04 août 1996 relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail et tous ses arrêtés d'exécution. Code sur le bien-être au travail.
3. Normes, prescriptions et code de bonne pratique publiés par le Bureau de Normalisation.
4. Règlements électriques: Dernière édition du Règlement Général sur les Installations Electriques, A.R. du 10 mars 1981 et ses appendices.
5. L'arrêté Royal du 17 juin 1997 (MB du 19.09.97) concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail.
6. L'arrêté royal du 4 mai 1999 (MB du 4 juin 1999) modifiant l'Arrêté Royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail.
7. L'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.
8. L'arrêté royal du 19 janvier 2005 relatif protection des travailleurs contre la fumée de tabac.
9. L'arrêté royal du 31 août 05 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur
10. L'arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante modifié par l'AR du 08 juin 2007.
11. L'arrêté royal applicable au 1er janvier 1995 (M.B. du 31 mai 1995) portant exécution de la directive des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux machines et ses annexes I à V ;
12. L'arrêté royal du 4 mai 1999 (M.B. du 4 juin 1999) concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles ;
13. L'arrêté royal du 12 août 1993 (M.B. du 28 septembre 1993) relatif aux équipements de travail;
14. L'arrêté royal du 12 août 1993 (M.B. du 29 septembre 1993) relatif aux travailleurs chargés de la manutention manuelle des charges ;
15. L'arrêté royal 4 mai 1999 (M.B. du 4 juin 1999) concernant l'utilisation d'équipements de travail servant au levage de charges ;
16. L'arrêté royal du 7 août 1995 (M.B. du 15 septembre 1995) relatif aux équipements de protections individuelles et ses annexes I et II ;
17. L'arrêté royal du 2 décembre 1993 (M.B. du 29 décembre 1993) relatif a protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition des agents cancérigènes et mutagènes au travail.
18. L'arrêté royal du 22 juin 1999 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisé en atmosphères explosives.
19. L'arrêté royal du 26 mars 2003 concernant le bien-être des travailleurs susceptibles d'être exposés aux risques présentés par les atmosphères explosives.
20. L'arrêté royal du 25 avril 1997 concernant la protection des travailleurs contre les risques des radiations ionisantes.
21. L'arrêté royal du 19 janvier 2005 relatif à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac.
22. Une boîte à pharmacie « premiers soins », dont le contenu a été établi selon l'A.R. du 15 décembre 2010 relatif aux premiers secours.

11.8. Annexe 8: EPC pour travaux ultérieurs en toiture ou en façade**11.9. Annexe 9 : Intégration des EPC principaux dans le planning-phasage des travaux****11.10. Annexe 10 : Exemple de plan de manutention type****11.11. Annexe 11 : Extrait de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001****11.11.1. Obligations spécifiques des entrepreneurs :****Art. 50 :**

Sans préjudice des obligations qui leur incombent, en application d'autres dispositions concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, **les entrepreneurs appliquent les principes généraux de prévention** visés à l'article 5 de la loi, notamment, en ce qui concerne:

- 1 le maintien du chantier en bon ordre et à un niveau satisfaisant de protection de la santé;
- 2 le choix de l'emplacement des postes de travail, en prenant en compte les conditions d'accès à ces postes, et la détermination des voies ou zones de déplacement ou de circulation;
- 3 les conditions de transport et de manutention internes des matériaux et du matériel;
- 4 l'entretien, le contrôle avant mise en service et le contrôle périodique des installations et dispositifs afin d'éliminer les défauts susceptibles d'affecter la sécurité et la santé des travailleurs;
- 5 la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier, s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses;
- 6 les conditions de l'enlèvement des matériaux dangereux
- 7 le stockage et l'élimination ou l'évacuation des déchets et des décombres;
- 8 l'adaptation, en fonction de l'évolution du chantier, de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail;
- 9 la coopération entre les entrepreneurs;
- 10 les interactions avec des activités d'exploitation ou d'autres activités sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

A cet effet, ils appliquent les prescriptions visées à l'annexe III de l'A.R. du 25 janvier 2001, pour autant qu'il n'existe pas d'autres dispositions spécifiques ou d'autres dispositions plus sévères qui sont définies en exécution de la loi.

Art. 51 :

En cas de présence simultanée ou successive sur un même chantier d'au moins deux entrepreneurs, y compris les indépendants, **ceux-ci doivent coopérer à la mise en œuvre des mesures concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail**. Compte tenu de la nature des activités, les entrepreneurs coordonnent leurs activités en vue de la prévention et de la protection contre les risques professionnels. S'il s'agit d'employeurs, ceux-ci doivent informer leurs travailleurs respectifs et leurs représentants au sujet de ces risques et des mesures de prévention.

Art. 52 :

- 1§** Conformément aux instructions qu'ils doivent consulter ou qu'ils ont reçues, les entrepreneurs **doivent prendre soin de la sécurité et de la santé des autres** personnes concernées et, lorsqu'ils exercent personnellement une activité professionnelle sur le chantier, de leur propre sécurité et santé
- 2§** A cet effet, ils doivent, conformément aux instructions :
- 1** utiliser correctement les machines, appareils, outils, substances dangereuses, équipements de transport et autres moyens;
 - 2** utiliser correctement les équipements de protection individuelle qu'ils ont à leur disposition et, après utilisation, les ranger à leur place;
 - 3** ne pas mettre hors service, changer ou déplacer arbitrairement les dispositifs de sécurité propres notamment aux machines, appareils, outils, installations et bâtiments, et utiliser ces dispositifs de sécurité correctement;
 - 4** signaler immédiatement au coordinateur-réalisation, aux divers autres entrepreneurs et aux services de Prévention et de Protection au travail, toute situation de travail dont ils ont un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et immédiat pour la sécurité ou la santé, ainsi que toute défectuosité constatée dans les systèmes de protection;
 - 5 assister le coordinateur-réalisation**, les divers entrepreneurs et les services de Prévention et de Protection au travail, **aussi longtemps que nécessaire**, pour leur permettre d'accomplir toutes les tâches ou de répondre à toutes les obligations qui leurs sont imposées en vue de la protection du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de la sécurité et la santé des autres personnes au travail;
 - 6 assister le coordinateur-réalisation**, les divers entrepreneurs et les services de Prévention et de Protection au travail, **aussi longtemps que nécessaire**, pour permettre à tous les entrepreneurs d'assurer que le milieu de travail et les conditions de travail soient sûrs et sans risques pour la sécurité et la santé à l'intérieur de leur champ d'activité

Art. 53 :

Afin de préserver leur propre bien-être au travail ainsi que celui des autres personnes présentes sur le chantier temporaire ou mobile, les indépendants et les employeurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier, **utilisent, entretiennent, contrôlent ou laissent contrôler les équipements de travail et les moyens de protection personnelle**, qu'ils mettent en œuvre, conformément aux dispositions des arrêtés royaux énumérés ci-après et de la même façon que les employeurs y sont obligés.

- l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail
- l'arrêté royal du 4 mai 1999 concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles;
- l'arrêté royal du 4 mai 1999 concernant l'utilisation d'équipements de travail servant au levage de charges;
- l'arrêté royal du [13 juin 2005 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle;
- l'arrêté royal du 31 août 2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur.

11.12. Annexe 12 : Extrait de la Loi du Bien-être au Travail du 04 août 1996

11.12.1. Principes généraux de prévention et principes à observer lors de la réalisation de l'ouvrage par les entrepreneurs :

Art. 4.- [...]

Le bien-être est recherché par des mesures qui ont trait à:

1. la sécurité du travail;
2. la protection de la santé du travailleur au travail;
3. les aspects psychosociaux du travail;
4. l'ergonomie;
5. l'hygiène du travail;
6. l'embellissement des lieux de travail;
7. les mesures prises par l'entreprise en matière d'environnement, pour ce qui concerne leur influence sur les points 1° à 6°.

[...]

Art. 5.- § 1

L'employeur prend les mesures nécessaires afin de promouvoir le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. A cette fin, il applique les principes généraux de prévention suivants:

- a) éviter les risques;
- b) évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités;
- c) combattre les risques à la source;
- d) remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux;
- e) prendre des mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle;
- f) adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de rendre plus supportable le travail monotone et le travail cadencé et d'en atténuer les effets sur la santé;
- g) limiter, autant que possible, les risques compte tenu de l'état de l'évolution de la technique;
- h) limiter les risques de lésion grave en prenant des mesures matérielles par priorité à toute autre mesure;
- i) planifier la prévention et exécuter la politique concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en visant une approche de système qui intègre entre autres, les éléments suivants: la technique, l'organisation du travail, les conditions de vie au travail, les relations sociales et les facteurs ambiants au travail;
- j) donner des informations au travailleur sur la nature de ses activités, les risques résiduels qui y sont liés et les mesures visant à prévenir ou limiter ces dangers:
 - au moment de l'entrée en service;
 - chaque fois que cela s'avère nécessaire à la protection du bien-être;
- k) donner des instructions appropriées aux travailleurs et établir des mesures d'accompagnement afin de garantir d'une façon raisonnable l'observation de ces instructions.
- l) prévoir ou s'assurer de l'existence d'une signalisation de sécurité et de santé au travail adaptée, lorsque les risques ne peuvent être évités ou suffisamment limités par les moyens techniques de protection collective ou par des mesures, méthodes ou procédés d'organisation du travail.

Art. 5.- § 2.

L'employeur détermine:

- a) les moyens par lesquels et la façon selon laquelle la politique relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail visée au § 1^{er}, peut être menée;
- b) les compétences et responsabilités des personnes chargées d'appliquer la politique relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. L'employeur adapte sa politique du bien-être en fonction de l'expérience acquise, de l'évolution des méthodes de travail ou des conditions de travail.

[...]

Art. 15.- Les personnes qui [...] sont concernées d'une façon ou d'une autre par les obligations relatives aux activités sur un chantier temporaire ou mobile appliquent les principes généraux de prévention visés à l'article 5.

11.13. Annexe 13 : Exemple de garde-corps (murs, dalles,...)